

# Observatoire statistique de l'Ile-de-France

Au fil des formalités réalisées par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, ainsi que dans le cadre de ses missions complémentaires (lutte contre le travail illégal, politique d'allégement et d'exonérations sociales etc.), l'Urssaf Ile-de-France collecte des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail en Île-de-France.

Ces informations chiffrées sont mises à disposition des acteurs socio-économiques pour une prise de décision éclairée : préfetures, conseil régional, conseils départementaux, chambres de commerce et d'industrie, mairies, Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de Sécurité sociale (MNC)...

L'Urssaf Île-de-France met également son expertise au service de l'Acoss, la Caisse nationale des Urssaf, qui centralise les informations du réseau des Urssaf puis intervient auprès des autorités nationales et européennes



## Chiffres Ile-de-France

avec tableaux comparatifs entre les départements

1 - Les établissements, effectifs et masses salariales dans le secteur privé .....	3
2 - Les déclarations préalables à l'embauche .....	10
3 - Les exonérations .....	14

## Chiffres départementaux

Paris (75) .....	19
Seine-et-Marne (77) .....	25
Yvelines (78) .....	31
Essonne (91) .....	37
Hauts-de-Seine (92) .....	43
Seine-Saint-Denis (93) .....	49
Val-de-Marne (94) .....	55
Val-d'Oise (95) .....	61

# L'observatoire statistique

Le but de cet observatoire est de faire le bilan d'une année d'emploi. Contrairement à la plupart des publications de l'Urssaf Ile-de-France orientées vers les données conjoncturelles, l'observatoire fournit une information stabilisée et lissée. L'analyse est régionale mais elle intègre également des zooms départementaux. En fin de document, des fiches par département permettent de retrouver une grande partie des tableaux régionaux déclinés à un niveau départemental.

## À propos des données

La présente publication s'appuie sur les données de la base Séquoia qui centralise depuis janvier 1997 les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs : le bordereau récapitulatif des cotisations (BRC), et la déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue au BRC.

La définition du champ du secteur privé correspond à celle retenue dans le cadre du partenariat Acoiss-Insee-Dares selon la définition de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Elle couvre l'ensemble des cotisants du champ concurrentiel affiliés au régime général, domiciliés en France, hors agriculture, sylviculture et pêche (secteur AZ, qui relève en grande partie de la Mutualité sociale agricole), hors activités extraterritoriales (UZ) et hors salariés des particuliers employeurs, en France.

La présente publication mobilise les données d'effectifs intérimaires produites par la Dares. Les données ne sont pas désaisonnalisées dans cet observatoire. Les niveaux peuvent donc être légèrement différents de ceux de la note de conjoncture trimestrielle StatUR Île-de-France.

**AVERTISSEMENT** L'introduction de la DSN, depuis mars 2015 modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La montée en charge progressive du nouveau dispositif, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourront conduire à des révisions ultérieures plus importantes.

**La masse salariale (assiette déplafonnée)** désigne l'ensemble des rémunérations, sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, déclarées au titre de la période d'emploi étudiée. Dans cet observatoire, la masse salariale présentée est agrégée sur l'année.

**L'effectif salarié** est mesuré en fin de trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoiss.

Dans cet observatoire, l'effectif présenté est l'effectif moyen annuel. Il est calculé en sommant les quatre effectifs à chaque fin de trimestre (mars, juin, septembre, décembre) puis en divisant par quatre.

**Le salaire moyen par tête (SMPT)** est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif. Il est habituellement calculé de façon trimestrielle. Or dans cet observatoire, le SMPT utilisé est annuel. Il est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif moyen annuel, en divisant par 12 pour parvenir à une grandeur mensuelle. Ce SMPT présente l'avantage de lisser les primes sur l'ensemble de l'année.

Le nombre d'établissements prend en compte les établissements qui présentent une assiette salariale non nulle lors du dernier trimestre de l'année.

**Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)** regroupent six formalités administratives liées à l'embauche. Ces déclarations permettent le suivi économique de l'embauche des salariés, car elles contiennent des informations obligatoires sur le type de contrat, le sexe et l'âge de l'embauché.

Les DPAE prises en compte correspondent aux déclarations pour des dates d'embauche comprises dans la période étudiée.

Cet observatoire reprend en partie les informations diffusées dans le Bilan embauche 2019, disponible sur notre blog ([blog.paris.urssaf.fr](http://blog.paris.urssaf.fr)) ou sur demande.

**Les exonérations** sont également issues des BRC ou de la DSN. Les exonérations correspondent à l'ensemble des cotisations exonérées, qu'elles soient compensées ou non par l'État. Il est à noter que les données chiffrées de cette publication sont différentes de celles recensées dans les comptes de la Sécurité sociale. En effet, sont présentées ici les exonérations mesurées de janvier à décembre, se rapportant aux déclarations du mois ou du trimestre précédent. Il ne s'agit donc pas de données en droits constatés qui neutralisent ce décalage par la prise en compte des produits à recevoir.

## Lexique

<b>Acss</b>	: Agence centrale des organismes de Sécurité sociale
<b>CDD</b>	: Contrat à durée déterminée
<b>CDI</b>	: Contrat à durée indéterminée
<b>Dares</b>	: Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
<b>DPAE</b>	: Déclaration préalable à l'embauche
<b>Insee</b>	: Institut national de la statistique et des études économiques
<b>MSA</b>	: Mutualité sociale agricole
<b>NCA</b>	: Non classés ailleurs
<b>Smic</b>	: Salaire minimum interprofessionnel de croissance
<b>SMPT</b>	: Salaire moyen par tête
<b>Urssaf</b>	: Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales
<b>ZFU</b>	: Zone franche urbaine



# Chiffres Ile-de-France

Avec tableaux comparatifs  
entre les départements



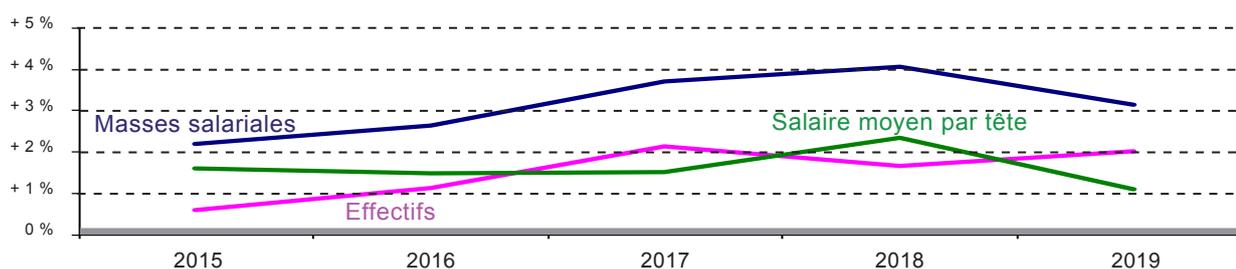
## Les établissements, effectifs et masses salariales dans le secteur privé

### Établissements, effectifs et masses salariales : évolutions comparées

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	196 080,0	+ 2,2 %	+ 2,6 %	+ 3,7 %	+ 4,1 %	+ 3,2 %	+ 16,8 %
Effectifs salariés (en milliers)	4 828,5	+ 0,6 %	+ 1,1 %	+ 2,1 %	+ 1,7 %	+ 2,0 %	+ 7,8 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 384	+ 1,6 %	+ 1,5 %	+ 1,5 %	+ 2,3 %	+ 1,1 %	+ 8,3 %
Établissements	413 004	+ 0,9 %	+ 0,8 %	+ 0,8 %	+ 1,5 %	+ 1,5 %	+ 5,6 %

Source : Urssaf - Acooss

### Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acooss

En 2019, l'emploi dans le secteur privé en Ile-de-France progresse de 2,0 % en moyenne par rapport à 2018, soit une augmentation supérieure à celle du niveau national. Cette hausse représente un gain net moyen de 95 900 emplois durant l'année 2019. Le nombre total des effectifs salariés s'élève ainsi à 4,828 millions.

Dans un contexte de ralentissement de l'inflation tout au long de l'année, la masse salariale des entreprises franciliennes du secteur privé s'est maintenue à un niveau important en 2019, avec une hausse annuelle de 3,2 % par rapport à 2018, contre + 4,1 % entre 2018 et 2017.

Le salaire moyen par tête francilien progresse d'1,1 % sur un an et s'élève à 3 384 euros.

Le nombre d'établissements en région parisienne augmente d'1,5 %, ce qui représente la création de plus de 5 900 établissements en 2019.

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	106	+ 0,0 %	2,3	+ 4,5 %	141,1	+ 8,2 %
CA	Industries agro-alimentaires	5 568	+ 2,3 %	51,5	+ 3,9 %	1 614,6	+ 4,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	1 437	- 3,9 %	17,5	+ 1,2 %	734,8	+ 2,8 %
CC	Bois et papier	1 285	- 4,1 %	13,6	- 4,7 %	562,4	- 3,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	12	+ 0,0 %	1,5	- 4,0 %	98,0	- 4,9 %
CE	Industrie chimique	455	+ 1,3 %	26,9	+ 2,0 %	1 668,4	+ 4,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	130	- 2,3 %	15,6	- 1,1 %	1 008,0	- 0,2 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	780	- 1,8 %	18,0	- 1,6 %	862,9	+ 0,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1 447	- 4,4 %	24,5	- 1,3 %	1 041,7	- 0,6 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	537	- 0,7 %	36,6	+ 0,3 %	2 250,8	+ 1,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	341	- 3,1 %	12,0	- 2,1 %	705,8	- 1,2 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	554	- 2,8 %	14,8	- 0,5 %	763,2	+ 1,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	268	- 1,8 %	70,4	- 0,6 %	4 268,6	+ 1,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	3 087	- 0,7 %	42,5	+ 1,3 %	1 955,3	+ 2,3 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	420	- 5,8 %	41,7	+ 0,5 %	2 553,9	- 0,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	922	+ 3,1 %	30,1	+ 1,5 %	1 105,9	+ 4,0 %
FZ	Construction	42 499	+ 4,9 %	319,7	+ 6,2 %	9 948,6	+ 6,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	77 004	+ 0,0 %	714,3	+ 0,9 %	26 926,5	+ 2,1 %
HZ	Transports et entreposage	15 654	+ 3,9 %	380,7	+ 1,4 %	14 289,9	+ 2,4 %
IZ	Hébergement et restauration	39 580	+ 2,6 %	330,2	+ 3,1 %	7 833,3	+ 4,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	10 199	+ 0,1 %	132,3	+ 1,2 %	7 643,7	+ 2,2 %
JB	Télécommunications	1 206	+ 0,7 %	52,7	+ 0,3 %	2 872,4	- 0,8 %
JC	Activités informatiques	13 994	+ 7,1 %	234,8	+ 5,1 %	13 187,5	+ 7,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	18 424	+ 1,0 %	315,5	+ 0,5 %	21 445,7	+ 2,4 %
LZ	Activités immobilières	14 172	+ 0,4 %	78,9	- 0,4 %	3 241,4	+ 2,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	40 379	+ 3,3 %	423,2	+ 4,2 %	25 164,1	+ 3,9 %
MB	Recherche et développement	966	+ 5,3 %	41,5	+ 2,3 %	2 364,8	+ 3,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	8 273	+ 1,3 %	92,7	+ 1,6 %	4 532,2	+ 3,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	51 389	- 1,3 %	619,8	+ 2,2 %	16 326,6	+ 3,6 %
OZ	Administration publique	393	+ 0,8 %	43,0	- 1,5 %	1 669,1	- 1,1 %
PZ	Enseignement	7 347	- 0,7 %	93,1	+ 0,8 %	2 527,5	+ 2,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	11 373	- 0,4 %	109,6	+ 0,4 %	3 443,7	+ 3,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	7 437	+ 4,2 %	204,6	+ 2,1 %	4 527,6	+ 3,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	12 340	+ 1,7 %	92,8	+ 1,5 %	3 184,8	+ 4,9 %
SZ	Autres activités de services	25 809	+ 0,7 %	129,5	+ 0,9 %	3 615,2	+ 2,4 %
	<b>TOTAL</b>	<b>413 004</b>	<b>+ 1,5 %</b>	<b>4 828,5</b>	<b>+ 2,0 %</b>	<b>196 080,0</b>	<b>+ 3,2 %</b>
	Industrie	17 349	- 0,7 %	419,4	+ 0,4 %	21 335,3	+ 1,5 %
	Construction	42 499	+ 4,9 %	319,7	+ 6,2 %	9 948,6	+ 6,3 %
	Tertiaire	353 156	+ 1,2 %	4 089,4	+ 1,9 %	164 796,0	+ 3,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	350 373	+ 1,1 %	3 955,5	+ 1,9 %	160 985,3	+ 3,2 %
	Intérim	2 783	+ 3,9 %	133,9	+ 0,9 %	3 810,7	+ 3,7 %

Source : Urssaf - Acofos

### Le tertiaire hors intérim progresse

L'emploi dans le tertiaire hors intérim est en hausse d'1,9 % en moyenne sur l'année (+ 74 300 créations nettes d'emplois). La hausse de ce grand secteur qui représente 81,9 % des emplois privés d'Île-de-France explique la bonne dynamique générale de cette année. Les activités informatiques, les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie, la restauration et l'hébergement ont été une nouvelle fois les moteurs de la création d'emplois en 2019.

### La construction au beau fixe

Le nombre de salariés dans la construction affiche en moyenne une hausse de 6,2 % comparée à 2018. L'emploi profite ainsi de la bonne dynamique régionale, portée notamment par les investissements publics et privés réalisés dans le cadre du Grand Paris Express.

### Une année d'accalmie pour l'industrie francilienne

Alors que l'industrie avait perdu des emplois ces dernières années, le solde moyen est positif en 2019 (+ 0,4 %). L'industrie agroalimentaire demeure le principal pourvoyeur d'emplois. L'industrie chimique

et l'habillement ont également une contribution positive. A contrario, la fabrication de matériels de transport continue d'être orientée à la baisse (- 0,6 %).

### Légère hausse de l'intérim

Après une progression de plus de 5,8 % en 2018, les effectifs de l'intérim progressent en moyenne de 0,9 % en 2019, ce qui correspond à 1 200 intérimaires de plus sur l'année. Le niveau de l'intérim francilien atteint un niveau moyen record dépassant celui atteint l'année précédente.

## Le nombre d'établissements

### Répartition des établissements par département

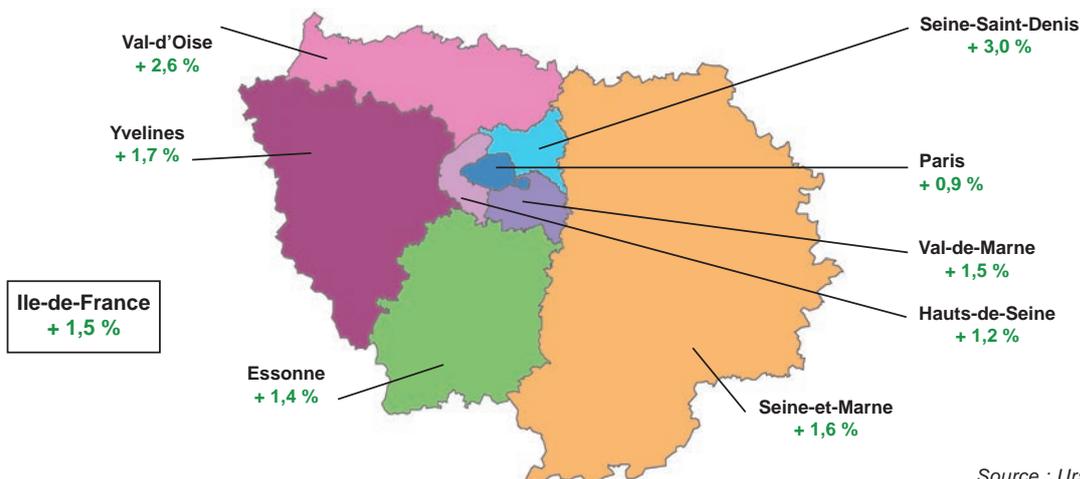
	2018	2019	Poids département
Paris	160 035	161 400	39,1 %
Seine-et-Marne	31 776	32 278	7,8 %
Yvelines	33 444	34 017	8,2 %
Essonne	28 402	28 806	7,0 %
Hauts-de-Seine	50 608	51 211	12,4 %
Seine-Saint-Denis	40 984	42 232	10,2 %
Val-de-Marne	34 572	35 095	8,5 %
Val-d'Oise	27 265	27 965	6,8 %
<b>Ile-de-France</b>	<b>407 086</b>	<b>413 004</b>	<b>100,0 %</b>

Source : Urssaf-Accoss

Le nombre d'établissements augmente cette année (+ 1,5 %), correspondant à la création de plus de 5 900 établissements en 2019.

Tous les départements d'Ile-de-France connaissent des augmentations de leur nombre d'établissements, avec une progression comprise entre + 0,9 % pour Paris et + 3,0 % pour la Seine-St-Denis.

### Évolution annuelle du nombre d'établissements par département



Source : Urssaf-Accoss

# Les effectifs salariés

## Répartition des effectifs par département

	2018	2019	Poids département
Paris	1 446,4	1 487,7	30,8 %
Seine-et-Marne	371,5	377,1	7,8 %
Yvelines	409,1	413,5	8,6 %
Essonne	358,8	361,7	7,5 %
Hauts-de-Seine	951,0	964,1	20,0 %
Seine-Saint-Denis	497,3	513,0	10,6 %
Val-de-Marne	403,3	411,1	8,5 %
Val-d'Oise	295,3	300,4	6,2 %
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 732,6</b>	<b>4 828,5</b>	<b>100,0 %</b>

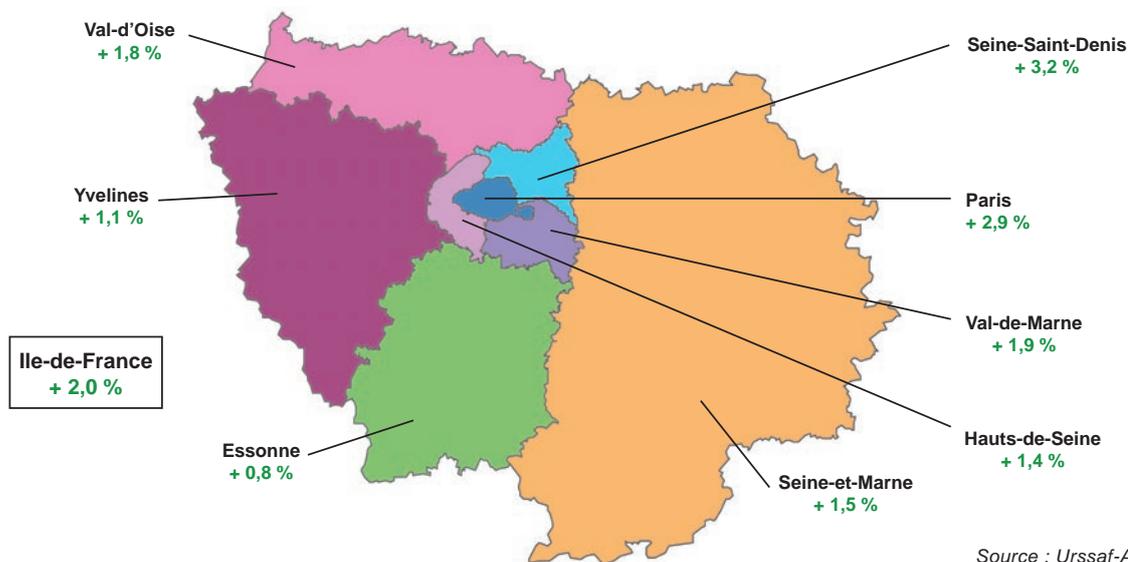
En milliers

Source : Urssaf-Accoss

Les salariés franciliens du secteur privé représentent 26,0 % des effectifs nationaux (sur le champ de l'étude de cette publication). Paris concentre 30,8 % des effectifs salariés du Régime général, suivie des Hauts-de-Seine avec 20,0 %, puis de la Seine-Saint-Denis avec 10,6 %.

Les effectifs moyens salariés sont en hausse de 2,0 % par rapport à 2018 en Ile-de-France. Celle-ci est importante en Seine-Saint-Denis (+ 3,2 %), à Paris (+ 2,9 %) et dans le Val-de-Marne (+ 1,9 %) ; l'Essonne affichant la progression la plus modérée (+ 0,8 %).

## Évolution annuelle des effectifs par département



Source : Urssaf-Accoss

## Évolution de l'effectif salarié par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Niveau trimestriel (en milliers)	Glissement annuel		
		Année 2019	2019	2018	2017
BZ	Industries extractives	2,3	+ 4,5 %	+ 1,2 %	+ 1,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	51,5	+ 3,9 %	+ 1,2 %	+ 1,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	17,5	+ 1,2 %	+ 0,4 %	+ 2,5 %
CC	Bois et papier	13,6	- 4,7 %	- 5,2 %	- 4,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1,5	- 4,0 %	- 3,5 %	- 0,8 %
CE	Industrie chimique	26,9	+ 2,0 %	- 0,3 %	- 2,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	15,6	- 1,1 %	- 2,2 %	- 0,1 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	18,0	- 1,6 %	+ 0,4 %	- 1,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	24,5	- 1,3 %	- 1,6 %	- 1,2 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	36,6	+ 0,3 %	+ 0,5 %	+ 0,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	12,0	- 2,1 %	- 1,6 %	- 1,0 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	14,8	- 0,5 %	- 0,8 %	- 1,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	70,4	- 0,6 %	- 0,9 %	- 0,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	42,5	+ 1,3 %	- 0,2 %	- 0,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	41,7	+ 0,5 %	- 2,3 %	- 3,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	30,1	+ 1,5 %	+ 2,0 %	+ 0,1 %
FZ	Construction	319,7	+ 6,2 %	+ 4,2 %	+ 2,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	714,3	+ 0,9 %	+ 0,3 %	+ 0,7 %
HZ	Transports et entreposage	380,7	+ 1,4 %	+ 1,1 %	+ 0,9 %
IZ	Hébergement et restauration	330,2	+ 3,1 %	+ 3,2 %	+ 3,5 %
JA	Édition et Audiovisuel	132,3	+ 1,2 %	- 1,3 %	- 0,6 %
JB	Télécommunications	52,7	+ 0,3 %	+ 1,0 %	+ 0,4 %
JC	Activités informatiques	234,8	+ 5,1 %	+ 6,4 %	+ 5,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	315,5	+ 0,5 %	+ 0,4 %	+ 1,0 %
LZ	Activités immobilières	78,9	- 0,4 %	+ 0,1 %	- 0,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	423,2	+ 4,2 %	+ 3,4 %	+ 3,1 %
MB	Recherche et développement	41,5	+ 2,3 %	+ 1,8 %	+ 1,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	92,7	+ 1,6 %	+ 1,6 %	+ 1,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	619,8	+ 2,2 %	+ 2,9 %	+ 6,5 %
OZ	Administration publique	43,0	- 1,5 %	- 3,2 %	- 1,0 %
PZ	Enseignement	93,1	+ 0,8 %	+ 2,6 %	+ 2,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	109,6	+ 0,4 %	+ 1,4 %	+ 1,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	204,6	+ 2,1 %	+ 1,9 %	+ 3,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	92,8	+ 1,5 %	- 0,2 %	+ 2,5 %
SZ	Autres activités de services	129,5	+ 0,9 %	- 0,1 %	+ 0,5 %
	Industrie	419,4	+ 0,4 %	- 0,5 %	- 0,6 %
	Construction	319,7	+ 6,2 %	+ 4,2 %	+ 2,8 %
	Tertiaire	4 089,4	+ 1,9 %	+ 1,7 %	+ 2,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	3 955,5	+ 1,9 %	+ 1,6 %	+ 1,9 %
	Intérim	133,9	+ 0,9 %	+ 5,8 %	+ 22,3 %

Source : Urssaf - Acooss

L'emploi francilien est légèrement en hausse dans l'industrie, porté par la moitié de ses secteurs. Cependant, l'emploi dans la fabrication de matériels de transport continue d'observer un repli (- 0,6 %). Dans les deux principaux départements employeurs, la tendance est différenciée (+ 0,3 % pour les Yvelines contre une baisse de 4,5 % pour les Hauts-de-Seine). Les industries agro-alimentaires créent significativement de l'emploi et affichent une croissance de leurs effectifs de 3,9 %, notamment en Seine-Saint-Denis (+ 6,6 %).

Le nombre de salariés de la construction croît rapidement (+ 6,2 %), porté par une conjoncture favorable. La hausse des effectifs a été importante en Seine-Saint-Denis (+ 9,0 %) ainsi qu'à Paris (+ 8,5 %) et le Val-d'Oise (+ 8,1 %).

Le secteur de l'intérim progresse doucement (+ 0,9 %) après deux années de fortes hausses. L'emploi dans le tertiaire hors intérim est en hausse de 1,9 % en moyenne sur l'année, grâce aux activités informatiques (+ 5,1 %), aux activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+ 4,2 %) et à la restauration et l'hébergement (+ 3,1 %).

Paris a vu ses effectifs augmenter très rapidement dans les activités informatiques (+ 9,5 %), tout comme le Val-de-Marne où cette hausse est de 11,9 %. Pour les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie, ce sont les départements de Paris et des Hauts-de-Seine qui affichent les plus fortes hausses annuelles avec respectivement + 5,3 % et + 9,0 %. Les Yvelines se distinguent avec une hausse de l'emploi dans la restauration et l'hébergement (+ 5,1 %).

À l'inverse, les activités immobilières (- 0,4 %) et les administrations publiques de statut privé (- 1,5 %) subissent des replis d'effectifs. Le premier secteur subit des diminutions d'effectifs notamment en Seine-Saint-Denis (- 4,0 %). Les administrations publiques de statut privé voient baisser leurs salariés de 4,7 % dans le Val-de-Marne et de 6,1 % dans le Val-d'Oise.

## Les masses salariales

### Répartition des masses salariales par département

	2018	2019	Poids département
Paris	61 905	64 747	33,0 %
Seine-et-Marne	11 198	11 504	5,9 %
Yvelines	15 359	15 804	8,1 %
Essonne	12 438	12 650	6,5 %
Hauts-de-Seine	48 545	49 557	25,3 %
Seine-Saint-Denis	17 596	18 163	9,3 %
Val-de-Marne	13 927	14 335	7,3 %
Val-d'Oise	9 118	9 320	4,8 %
<b>Ile-de-France</b>	<b>190 085</b>	<b>196 080</b>	<b>100,0 %</b>

En millions d'€

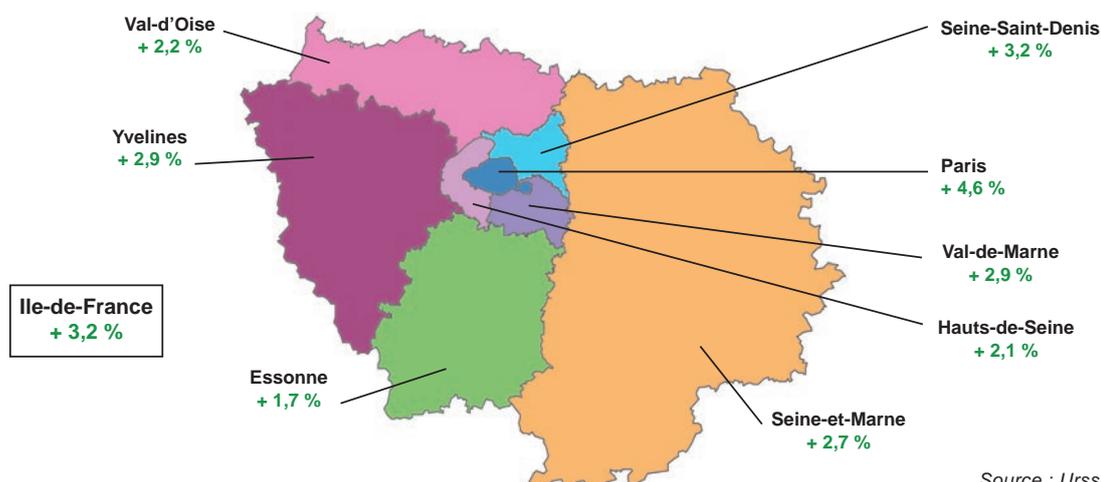
Source : Urssaf-Accoss

La masse salariale augmente de 3,2 % sur la totalité de l'année 2019. La situation est cependant contrastée au sein des départements franciliens. En effet, Paris progresse de 4,6 %, alors que la croissance de la masse salariale est plus modeste dans l'Essonne (+ 1,7 %).

Les départements de Paris et des Hauts-de-Seine, qui représentent les deux plus importants pôles d'activité en Ile-de-France, comptabilisent près de 60 % de la masse salariale francilienne.

Cette dernière représente 34,2 % de la masse salariale nationale (sur le champ de l'étude de cette publication). Cette part est identique à celle des années précédentes.

### Évolution annuelle des masses salariales par département



Source : Urssaf-Accoss

## Évolution des masses salariales par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Niveau trimestriel (en millions d'€)	Glissement annuel		
			2019	2018	2017
BZ	Industries extractives	141,1	+ 8,2 %	+ 8,9 %	+ 4,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	1 614,6	+ 4,4 %	+ 2,1 %	+ 3,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	734,8	+ 2,8 %	+ 3,7 %	+ 5,3 %
CC	Bois et papier	562,4	- 3,0 %	- 4,2 %	- 2,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	98,0	- 4,9 %	- 3,4 %	- 3,3 %
CE	Industrie chimique	1 668,4	+ 4,2 %	+ 1,6 %	- 1,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	1 008,0	- 0,2 %	- 0,2 %	+ 1,9 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	862,9	+ 0,5 %	+ 0,6 %	+ 1,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1 041,7	- 0,6 %	+ 0,9 %	+ 1,3 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	2 250,8	+ 1,3 %	+ 4,3 %	+ 2,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	705,8	- 1,2 %	+ 1,9 %	+ 3,1 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	763,2	+ 1,0 %	+ 0,9 %	+ 1,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	4 268,6	+ 1,9 %	+ 2,1 %	+ 0,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1 955,3	+ 2,3 %	+ 2,0 %	+ 0,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2 553,9	- 0,4 %	+ 0,7 %	- 0,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1 105,9	+ 4,0 %	+ 4,0 %	+ 0,6 %
FZ	Construction	9 948,6	+ 6,3 %	+ 5,5 %	+ 4,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	26 926,5	+ 2,1 %	+ 2,6 %	+ 2,9 %
HZ	Transports et entreposage	14 289,9	+ 2,4 %	+ 3,5 %	+ 1,8 %
IZ	Hébergement et restauration	7 833,3	+ 4,6 %	+ 5,8 %	+ 4,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	7 643,7	+ 2,2 %	+ 2,5 %	+ 3,0 %
JB	Télécommunications	2 872,4	- 0,8 %	+ 0,4 %	+ 2,7 %
JC	Activités informatiques	13 187,5	+ 7,2 %	+ 8,8 %	+ 6,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	21 445,7	+ 2,4 %	+ 3,0 %	+ 3,3 %
LZ	Activités immobilières	3 241,4	+ 2,0 %	+ 3,5 %	+ 3,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	25 164,1	+ 3,9 %	+ 6,5 %	+ 6,0 %
MB	Recherche et développement	2 364,8	+ 3,9 %	+ 4,0 %	+ 0,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4 532,2	+ 3,2 %	+ 5,9 %	+ 4,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	16 326,6	+ 3,6 %	+ 5,2 %	+ 6,6 %
OZ	Administration publique	1 669,1	- 1,1 %	- 1,7 %	- 0,1 %
PZ	Enseignement	2 527,5	+ 2,0 %	+ 3,9 %	+ 3,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	3 443,7	+ 3,2 %	+ 3,6 %	+ 3,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4 527,6	+ 3,4 %	+ 3,3 %	+ 4,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	3 184,8	+ 4,9 %	+ 4,8 %	+ 5,7 %
SZ	Autres activités de services	3 615,2	+ 2,4 %	+ 1,2 %	+ 0,9 %
	Industrie	21 335,3	+ 1,5 %	+ 1,8 %	+ 1,0 %
	Construction	9 948,6	+ 6,3 %	+ 5,5 %	+ 4,3 %
	Tertiaire	164 796,0	+ 3,2 %	+ 4,3 %	+ 4,0 %
	dont Tertiaire hors intérim	160 985,3	+ 3,2 %	+ 4,2 %	+ 3,8 %
	Intérim	3 810,7	+ 3,7 %	+ 7,8 %	+ 13,8 %

Source : Urssaf - Acoiss

### La masse salariale de l'industrie est en légère hausse

La masse salariale de l'industrie est en augmentation d'1,5 % en 2019. Les industries agro-alimentaires (+ 4,4 %) et l'industrie chimique (+ 4,2 %) font partie des hausses les plus importantes. À l'inverse, le secteur du bois et papier régresse à un rythme très soutenu (- 3,0 % cette année, après - 4,2 % l'an dernier).

### La forte croissance de la masse salariale dans la construction

Pour la troisième année, la masse salariale du secteur de la construction est en forte hausse (+ 6,3 %). Cependant, cette hausse concomitante à la progression des effectifs ne s'est pas accompagnée d'une progression du salaire moyen annuel (+ 0,1 %).

### Le secteur tertiaire hors intérim en hausse dans presque tous les secteurs

La masse salariale est en progression de 3,2 % dans ce grand secteur. À deux exceptions près, la totalité des activités du tertiaire hors intérim affiche des hausses significatives en 2019. Les activités informatiques (+ 7,2 %) et les arts, spectacles et activités récréatives (+ 4,9 %) sont les secteurs les plus dynamiques. A contrario, les administrations publiques de statut privé voient leur masse salariale se replier d'1,1 %.

### La masse salariale en hausse malgré le peu de dynamisme des effectifs

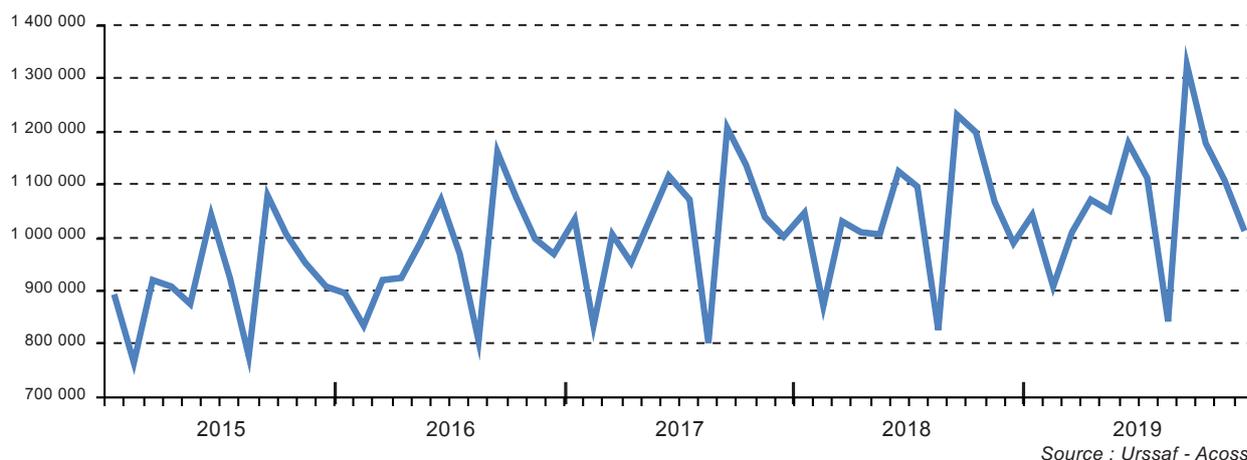
Après deux fortes progressions en 2017 (+ 13,8 %) et 2018 (+ 7,8 %), l'expansion de la masse salariale dans l'intérim affiche une évolution plus modeste en 2019 (+ 3,7 %). Cette progression plus importante de la masse salariale par rapport à celle des effectifs (+ 0,9 %) traduit en partie des missions d'intérim moyennes davantage rémunérées que celles de 2018.



# Les déclarations préalables à l'embauche

Lors de l'embauche d'un salarié, tout employeur, à l'exception des particuliers employeurs, est tenu d'effectuer une déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'Urssaf ou de la Mutualité sociale agricole (MSA), selon le régime auquel il appartient. Les données qui suivent concernent uniquement les déclarations parvenues aux Urssaf et excluent donc les entreprises relevant de la MSA. La DPAE recouvre toutes les formes d'embauche (CDI, CDD de courte ou de longue durée, contrats d'intérim) et ce, quelle que soit la durée de travail (temps plein ou partiel). La DPAE est un flux qui renseigne sur la mobilité professionnelle et non sur le dynamisme sectoriel.

## Évolution régionale mensuelle du nombre de DPAE



## Répartition et évolution des DPAE par département

	2018	2019	Évolution 2019/2018	Poids département
Paris	4 986,6	5 279,1	+ 5,9 %	41,1 %
Seine-et-Marne	988,7	994,3	+ 0,6 %	7,7 %
Yvelines	746,3	742,3	- 0,5 %	5,8 %
Essonne	871,8	859,4	- 1,4 %	6,7 %
Hauts-de-Seine	1 934,8	1 981,8	+ 2,4 %	15,4 %
Seine-Saint-Denis	1 214,0	1 247,3	+ 2,7 %	9,7 %
Val-de-Marne	845,4	877,2	+ 3,8 %	6,8 %
Val-d'Oise	905,8	859,3	- 5,1 %	6,7 %
<b>Ile-de-France</b>	<b>12 496,7</b>	<b>12 851,7</b>	<b>+ 2,8 %</b>	<b>100,0 %</b>

En milliers

Source : Urssaf-Acoiss

Durant l'année 2019, le nombre des DPAE a atteint un niveau record en Ile-de-France et progresse de 2,8 % par rapport à l'année 2018. Cinq des huit départements d'Ile-de-France voient leur nombre de DPAE évoluer à la hausse en 2019. Paris affiche la plus forte progression sur un an (+ 5,9 %) devant le Val-de-Marne (+ 3,8 %) et la Seine-Saint-Denis (+ 2,7 %). À l'inverse, le nombre de DPAE diminue dans le Val-d'Oise (- 5,1 %).

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,3	0,3	+ 8,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	46,3	48,2	+ 4,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	14,6	13,2	- 9,3 %
CC	Bois et papier	4,7	4,6	- 1,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,2	0,2	+ 9,7 %
CE	Industrie chimique	6,4	6,2	- 3,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	2,4	2,5	+ 3,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	4,1	4,1	- 1,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	6,0	5,9	- 2,8 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	6,3	6,2	- 0,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	2,5	2,4	- 4,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	3,5	3,1	- 10,7 %
CL	Fabrication de matériels de transport	8,4	8,0	- 4,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	12,1	12,7	+ 4,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz,,,	4,8	5,5	+ 13,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	10,8	10,8	+ 0,6 %
FZ	Construction	214,7	242,3	+ 12,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	489,3	482,8	- 1,3 %
HZ	Transports et entreposage	289,3	288,8	- 0,2 %
IZ	Hébergement et restauration	1 323,0	1 403,3	+ 6,1 %
JA	Édition et audiovisuel	1 085,9	1 159,7	+ 6,8 %
JB	Télécommunications	10,7	11,6	+ 8,9 %
JC	Activités informatiques	105,3	108,6	+ 3,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	86,3	88,3	+ 2,4 %
LZ	Activités immobilières	51,9	45,3	- 12,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	253,3	256,6	+ 1,3 %
MB	Recherche et développement	14,1	14,1	+ 0,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	517,5	508,1	- 1,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	5 798,4	5 874,0	+ 1,3 %
OZ	Administration publique	103,9	106,7	+ 2,7 %
PZ	Enseignement	156,1	150,4	- 3,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	258,4	341,8	+ 32,3 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	589,1	623,9	+ 5,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	861,1	855,0	- 0,7 %
SZ	Autres activités de services	150,1	143,7	- 4,2 %
	Activités diverses et non classées	5,0	12,6	+152,6 %
	<b>TOTAL</b>	<b>12 496,7</b>	<b>12 851,7</b>	<b>+ 2,8 %</b>
	Industrie	133,4	133,9	+ 0,4 %
	Construction	214,7	242,3	+ 12,9 %
	Tertiaire	12 148,5	12 475,5	+ 2,7 %
	Dont Tertiaire hors intérim	7 522,8	7 818,8	+ 3,9 %
	Intérim	4 625,7	4 656,7	+ 0,7 %

En milliers

Source : Urssaf - Acoiss

Le nombre de DPAE enregistrées en 2019 augmente dans une majorité de secteurs d'activité. L'intérim affiche un nombre global de DPAE en légère progression (+ 0,7 % sur un an), ce secteur représentant toujours plus d'une DPAE sur trois. L'industrie voit son nombre de DPAE augmenter également légèrement par rapport à 2019 (+ 0,4 %). Le tertiaire hors intérim affiche une hausse plus marquée (+ 3,9 %), alors que le nombre de DPAE bondit dans la construction (+ 12,9 %).

Les hausses les plus importantes sur un an sont enregistrées dans les activités relatives à la santé humaine (+ 32,3 % sur un an dont + 82 000 CDD de moins d'un mois, résultant de l'ensemble des départements mais principalement issus de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) et à la construction (+ 12,9 % sur un an, particulièrement dus à Paris et au Val-de-Marne). Parmi les secteurs avec un volume important de DPAE, l'hébergement et restauration affiche une hausse régionale de 6,1 % du fait de hausses observées dans les Yvelines (+ 7,7 %) mais surtout dans le Val-d'Oise (+ 33,5 %, soit + 22 000 CDD de moins d'un mois). A contrario, le volume total des DPAE est à la baisse ( - 1,3 %) dans le commerce, du fait notamment de la Seine-Saint-Denis (- 3,5 %), de Paris (- 2,4 %), des Yvelines (- 1,6 %) et des Hauts-de-Seine (- 1,5 %).

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,2	0,2	+ 14,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	23,0	24,7	+ 7,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	6,3	6,0	- 4,6 %
CC	Bois et papier	1,8	1,8	+ 2,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	+ 2,8 %
CE	Industrie chimique	3,2	3,2	- 0,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	1,4	1,5	+ 9,1 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	1,9	2,0	+ 6,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	3,3	3,4	+ 1,4 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	4,2	4,4	+ 4,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1,5	1,4	- 3,4 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	2,2	1,9	- 13,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	5,7	5,2	- 9,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	7,0	7,2	+ 3,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2,8	3,3	+ 18,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	5,9	5,7	- 2,2 %
FZ	Construction	135,8	155,9	+ 14,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	203,0	205,5	+ 1,2 %
HZ	Transports et entreposage	91,8	97,3	+ 6,1 %
IZ	Hébergement et restauration	231,2	241,5	+ 4,5 %
JA	Édition et audiovisuel	24,7	27,5	+ 11,4 %
JB	Télécommunications	6,9	7,5	+ 9,0 %
JC	Activités informatiques	73,9	76,0	+ 2,8 %
KZ	Activités financières et d'assurance	42,5	44,8	+ 5,6 %
LZ	Activités immobilières	19,6	17,6	- 10,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	119,1	127,6	+ 7,1 %
MB	Recherche et développement	4,8	4,5	- 5,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	22,0	22,8	+ 3,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	141,5	146,2	+ 3,3 %
OZ	Administration publique	7,6	8,2	+ 8,3 %
PZ	Enseignement	16,7	15,9	- 4,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	25,5	27,5	+ 8,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	47,6	49,7	+ 4,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	21,5	20,7	- 3,7 %
SZ	Autres activités de services	36,1	36,8	+ 2,1 %
	Activités diverses et non classées	0,4	0,4	- 0,7 %
	<b>TOTAL</b>	<b>1 342,7</b>	<b>1 406,1</b>	<b>+ 4,7 %</b>
	Industrie	70,6	72,2	+ 2,3 %
	Construction	135,8	155,9	+ 14,8 %
	Tertiaire	1 136,2	1 178,0	+ 3,7 %

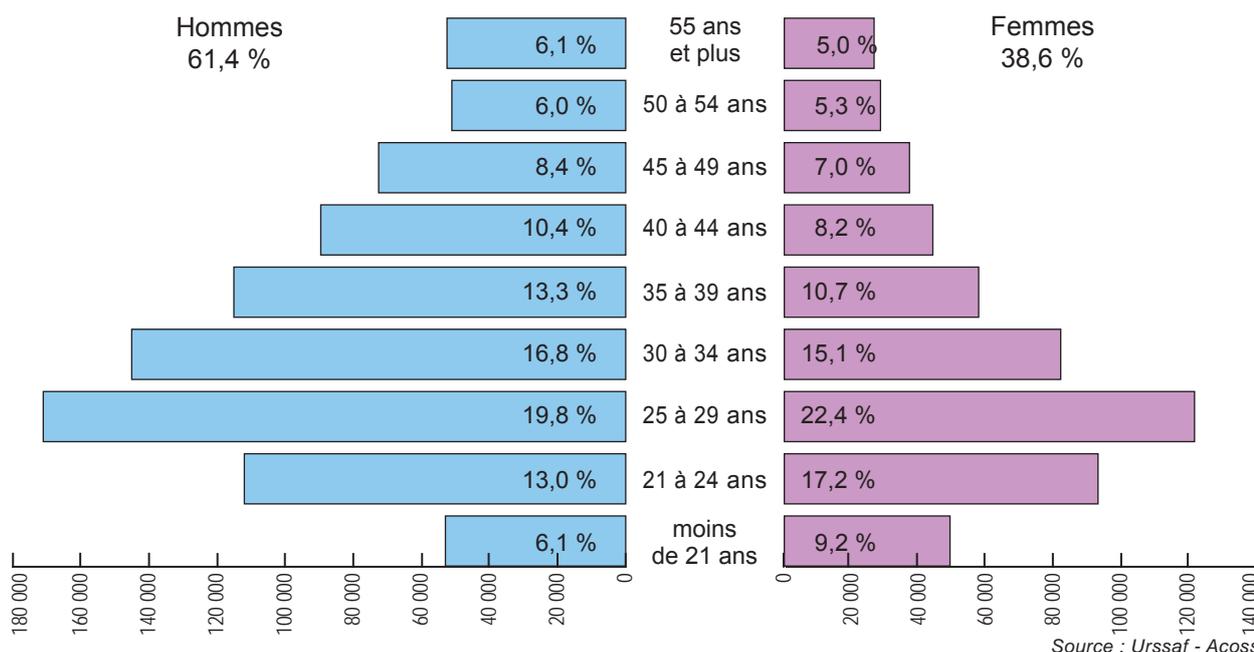
En milliers

Source : Urssaf - Acoss

Les niveaux d'embauches en CDI sont en hausse dans quasiment tous les secteurs. La construction demeure le principal moteur de la croissance de ce type de contrat (+ 14,8 % sur un an). Le tertiaire est également dynamique (+ 3,7 %) et l'industrie continue d'afficher une hausse pour la sixième année consécutive (+ 2,3 %).

Dans le détail, le nombre de DPAE en CDI augmente fortement dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+ 7,1 % sur un an) ainsi que dans les transports et entreposage (+ 6,1 %). L'hébergement et restauration demeure le secteur qui émet le plus de DPAE en CDI et ces dernières sont également dynamiques, + 4,5 % d'augmentation. Parmi les secteurs dont le poids est moindre, des baisses sont enregistrées dans les activités immobilières (- 10,3 %) et la recherche et développement (- 5,3 %).

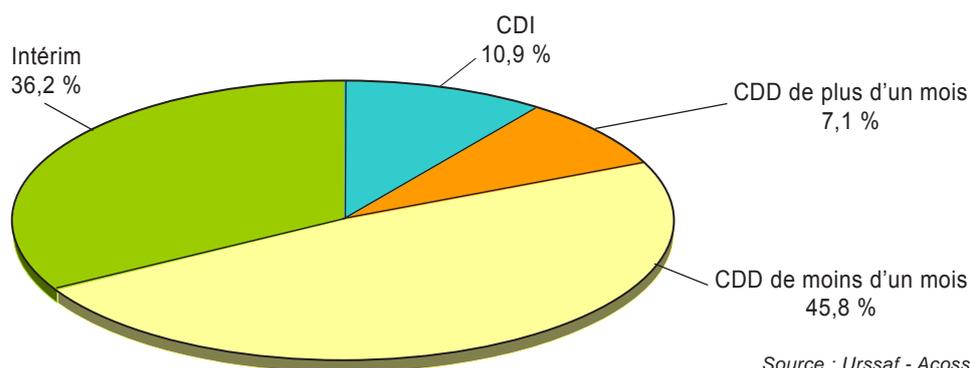
## Répartition des DPAE en CDI par sexe et âge



Pour tout type de contrat, les embauches par sexe se répartissent de façon assez stable dans le temps. En 2019, 58,8 % des DPAE correspondent à l'embauche de salariés masculins et 41,2 % de salariées.

Les tranches des 21-24 ans et des 25-29 ans concentrent près d'un tiers des DPAE. Cette prédominance est encore plus marquée pour les CDI, où l'âge médian des embauches s'établit à 32 ans (identique à l'an dernier). Pour ce type de contrat, les 25-29 ans représentent 19,8 % des embauches chez les hommes et 22,4 % des embauches chez les femmes. Les déclarations d'embauche des plus de 55 ans sont caractérisées par une part de DPAE plus importante des CDD (soit 10,9 % du total des DPAE, en progression de 0,5 point sur un an) que des CDI (5,7 %).

## Répartition des DPAE par type de contrat



La part des CDI dans le total des DPAE est en hausse cette année par rapport à 2018, représentant 10,9 % de l'ensemble des contrats avec 1,41 million de DPAE.

Le type de contrat le plus utilisé demeure le CDD de courte durée (contrat inférieur à 1 mois). Le volume de ce type de contrat évolue fortement cette année (+ 4,5 %) après avoir marqué le pas les années précédentes. Les CDD de courte durée (près de 5,9 millions de DPAE) représentent 45,8 % de l'ensemble des DPAE, contre 45,0 % un an plus tôt.

À l'inverse, la croissance des DPAE en intérim est faible après cinq ans de fortes hausses et atteint 0,7 % cette année, soit 31 000 DPAE supplémentaires par rapport à 2018. Le nombre des CDD de plus d'un mois se redresse légèrement de 0,9 % après avoir connu une baisse l'année précédente.



# Les exonérations de cotisations

## Répartition et évolution des exonérations par département

	2018	2019	Poids département
Paris	1 592,1	1 574,3	29,2 %
Seine-et-Marne	561,5	543,2	10,1 %
Yvelines	474,3	465,6	8,6 %
Essonne	470,0	456,7	8,5 %
Hauts-de-Seine	739,6	754,5	14,0 %
Seine-Saint-Denis	656,6	662,4	12,3 %
Val-de-Marne	515,5	507,5	9,4 %
Val-d'Oise	433,6	430,3	8,0 %
<b>Ile-de-France</b>	<b>5 443,3</b>	<b>5 394,5</b>	<b>100,0 %</b>

En millions d'€

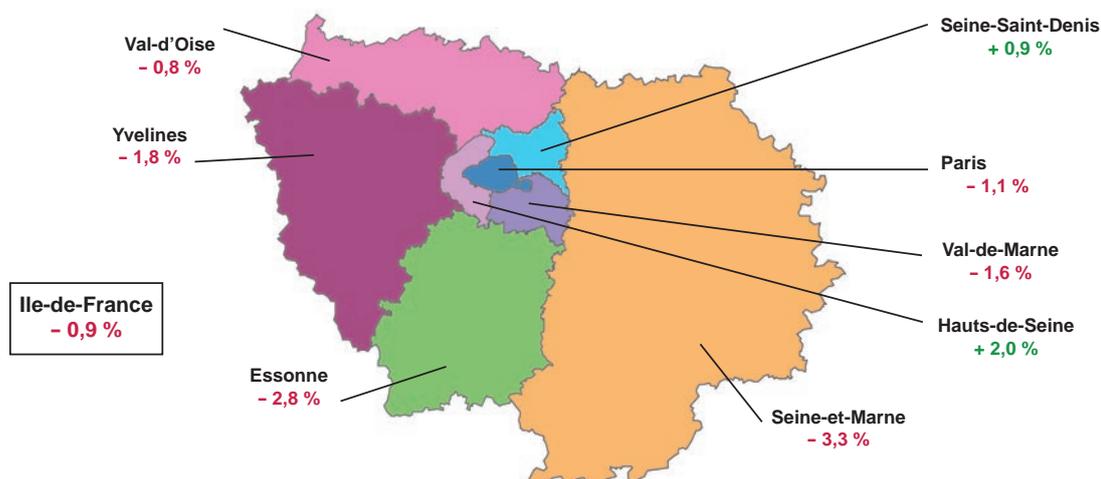
Source : Urssaf-Accoss

Le montant total des exonérations de charges sociales au titre de l'année 2019 s'élève à 5,394 milliards d'euros pour l'ensemble des départements d'Ile-de-France, soit une diminution de 0,9 % par rapport au montant de 2018.

Le montant total exonéré représente 2,4 % de la totalité de l'assiette salariale calculée sur le secteur privé et sur le secteur public de la région parisienne.

Cette baisse de 49 millions euros s'explique en premier lieu par la baisse de la réduction générale, ex-réduction Fillon (255 millions d'euros), alliée à la diminution des mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers (182 millions d'euros). A contrario, d'autres mesures liées à des mesures d'exonération (les heures supplémentaires notamment) progressent cette année. La légère baisse globale se situe dans un contexte d'expansion de la masse salariale, en hausse de 3,2 % en 2019, même si cette augmentation est moins rapide que celle observée un an auparavant (+ 4,0 %).

## Évolution annuelle des exonérations par département



Source : Urssaf-Accoss

Six départements sur huit affichent une diminution du montant total des exonérations. Ainsi, les exonérations au niveau départemental oscillent globalement entre - 3,3 % et + 2,0 %. En revanche, la baisse de la réduction générale se rencontre dans tous les départements. Les montants associés à cette exonération atteignent 4,513 milliards d'euros, en baisse de 5,3 % en un an. Cette diminution s'explique par la baisse des cotisations patronales maladies (près de 6 points de moins au niveau du Smic) qui entraîne mécaniquement une diminution importante des montants exonérés. L'évolution de la masse salariale (hors hauts salaires) et, plus particulièrement l'évolution du Smic en 2019 (+ 1,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2019), joue quant à elle de façon positive. La réduction générale reste prédominante, puisque le montant exonéré représente 83,6 % du montant total des exonérations de cotisations. Ainsi, sur 6 euros exonérés, 5 euros concernent cette réduction.

Tous les départements voient leur réduction générale diminuer, particulièrement Paris (- 7,8 %), la Seine-et-Marne (- 7,5 %) et le Val-de-Marne (- 6,8 %).

Les montants associés aux exonérations sur les heures supplémentaires s'élèvent à 504 millions d'euros, montant qui a quintuplé en un an. Cela s'explique par la loi n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 portant sur les mesures d'urgence économiques et sociales, qui offre une réduction de cotisations salariales d'assurance vieillesse et de retraite complémentaire pour ce type d'heures.

À l'exception de l'année 2018, l'exonération sur « compte épargne temps » affiche une très forte hausse depuis sept ans (+ 8,8 % sur 2019). Cette exonération de 30 millions d'euros n'étant pas compensée par l'Etat.

Globalement, les mesures générales d'encouragement à la création d'emplois, à la RTT et au pouvoir d'achat représentent 93,7 % du montant total exonéré, soit une hausse de 3,5 points par rapport à l'année 2018.

Dans le même temps, les exonérations liées aux mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers s'élèvent à 150 millions d'euros en 2019, soit une baisse de 54,9 % par rapport à 2018. Les principales mesures associées à ce domaine concernent les contrats d'apprentissage. Elles s'élèvent à 97 millions d'euros, en diminution de 55,4 % sur un an. Ces mesures représentent 1,8 % du montant total des exonérations de cotisations en Ile-de-France. De même, les exonérations liées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi dans le secteur non-marchand baissent fortement (65,0 % en un an). Les exonérations de ces contrats ne représentent plus que 21,8 millions d'euros.

Les contrats d'accompagnement dans l'emploi ont tous diminué fortement avec des baisses allant de 50 % à 78 %. La Seine-et-Marne est le département où la chute est la moins importante (- 50,2 %) contrairement aux Yvelines (- 77,9 %) et aux Hauts-de-Seine (- 75,2 %).

Les montants des exonérations liées aux mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques sont de plus en plus modestes, soit moins de 2,3 millions d'euros, en baisse de 45,2 % par rapport à 2018. 96,5 % du montant relatif à ces exonérations concerne les Zones franches urbaines (ZFU). Comme les années précédentes, l'affaiblissement du montant exonéré lié aux ZFU (- 46,7 % en un an) fait suite à la nature dégressive de cette mesure.

Le montant total exonéré relatif aux mesures en faveur des services à la personne s'élève à 78 millions d'euros (- 13,1 % sur un an). Dans le même temps, l'exonération pour les Jeunes entreprises innovantes (106 millions d'euros) est en progression de 2,5 % en un an.

Pour cette dernière exonération, la hausse est particulièrement importante dans le Val-de-Marne (+ 24,5 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 32,4 %), alors qu'elle est en recul dans l'Essonne (- 7,1 %) et dans le Val-d'Oise (- 21,0 %). Ces fortes variations proviennent du nombre restreint d'entreprises utilisant cette exonération.

En 2019, 97,1 % du montant total des exonérations fait l'objet d'une compensation par l'Etat (96,0 % un an plus tôt).

## Répartition des exonérations par mesure

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)	Évolution 2019/2018
Allègement général	4 513,2	- 5,3 %
Réduction salariale heures supplémentaires	387,4	nouveau
Déduction patronale heures supplémentaires	116,6	+ 13,8 %
Jeunes entreprises innovantes	105,7	+ 2,1 %
Aide à domicile	74,8	- 13,4 %
Contrat d'apprentissage secteur privé	70,2	- 50,4 %
Exonération sur compte épargne temps	29,8	+ 8,8 %
Contrat d'apprentissage secteur public	26,2	+ 19,7 %
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	21,8	- 65,0 %
Maîtres et documentalistes enseignement privé	17,4	+ 2,1 %
Autres	31,3	- 72,1 %
<b>TOTAL DES EXONÉRATIONS</b>	<b>5 394,5</b>	<b>- 0,9 %</b>

Source : Urssaf - Acofos



# Chiffres départementaux

Zoom sur  
les thèmes de l'emploi  
et des exonérations

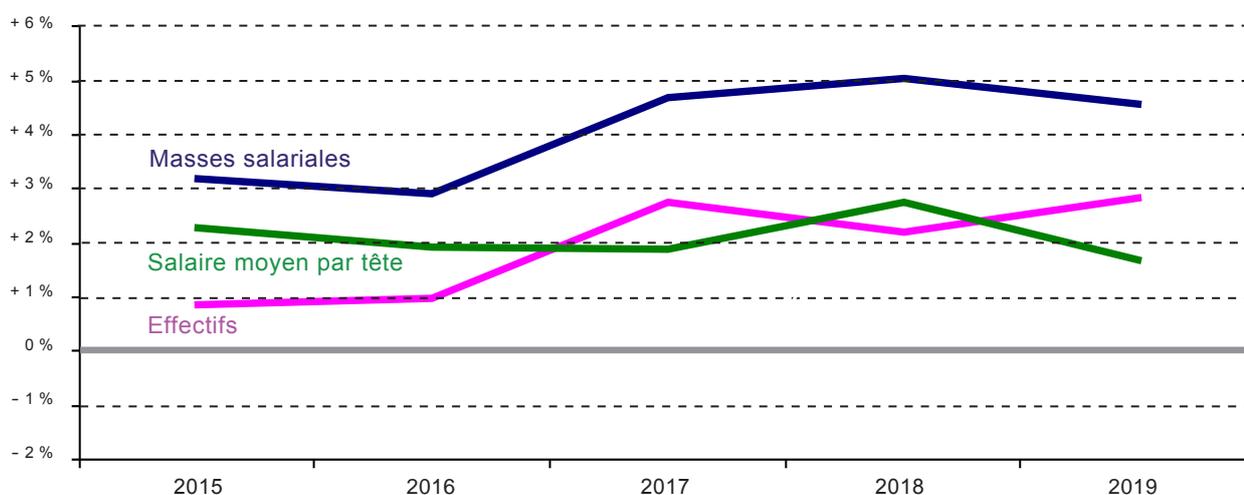


## Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	64 746,8	+ 3,2 %	+ 2,9 %	+ 4,7 %	+ 5,1 %	+ 4,6 %	+ 22,2 %
Effectifs salariés (en milliers)	1 487,7	+ 0,9 %	+ 1,0 %	+ 2,7 %	+ 2,2 %	+ 2,9 %	+ 10,0 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 627	+ 2,3 %	+ 1,9 %	+ 1,9 %	+ 2,8 %	+ 1,7 %	+ 11,1 %
Établissements	161 400	+ 0,5 %	+ 0,6 %	+ 0,6 %	+ 1,1 %	+ 0,9 %	+ 3,7 %

Source : Urssaf - Acoiss

### Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	17	- 5,6 %	1,2	+ 8,3 %	87,1	+ 13,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	1 512	+ 3,7 %	13,0	+ 4,4 %	375,8	+ 5,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	900	- 7,5 %	10,7	- 1,6 %	501,6	+ 1,7 %
CC	Bois et papier	355	- 2,5 %	2,3	- 1,2 %	99,4	- 0,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	134	+ 0,0 %	3,8	- 10,4 %	275,7	- 5,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	34	+ 3,0 %	1,3	+ 7,2 %	103,6	+ 8,7 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	78	- 1,3 %	1,0	- 0,0 %	58,6	+ 2,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	91	+ 0,0 %	0,8	- 8,4 %	42,3	- 4,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	63	+ 6,8 %	1,1	+ 4,4 %	65,1	+ 7,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	53	+ 1,9 %	0,6	- 37,8 %	30,0	- 45,2 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	44	+ 0,0 %	0,3	+ 0,9 %	14,8	+ 2,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	29	+ 7,4 %	2,3	+ 1,1 %	123,3	+ 0,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	852	- 0,5 %	6,2	- 1,4 %	264,1	+ 2,3 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	125	- 10,1 %	6,3	- 8,5 %	410,2	- 5,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	67	+ 8,1 %	1,6	+ 3,0 %	72,7	+ 4,2 %
FZ	Construction	6 807	+ 4,3 %	35,6	+ 8,5 %	1 076,1	+ 9,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	25 277	- 0,9 %	177,5	+ 1,6 %	6 303,6	+ 4,2 %
HZ	Transports et entreposage	2 713	+ 1,4 %	73,2	- 0,6 %	2 877,1	- 0,8 %
IZ	Hébergement et restauration	17 703	+ 2,0 %	164,2	+ 2,6 %	4 174,7	+ 4,5 %
JA	Édition et Audiovisuel	6 634	+ 0,2 %	69,6	+ 3,3 %	3 938,4	+ 4,7 %
JB	Télécommunications	326	- 4,4 %	21,2	+ 12,8 %	1 084,5	+ 17,9 %
JC	Activités informatiques	6 020	+ 5,9 %	86,1	+ 9,5 %	5 060,5	+ 12,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	8 132	+ 2,1 %	138,0	+ 1,7 %	10 578,0	+ 3,1 %
LZ	Activités immobilières	6 871	+ 0,5 %	36,6	+ 0,1 %	1 666,1	+ 2,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	20 364	+ 2,8 %	157,2	+ 5,3 %	9 788,7	+ 5,4 %
MB	Recherche et développement	540	+ 7,1 %	10,8	+ 4,9 %	566,9	+ 7,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	3 839	+ 1,2 %	31,6	+ 3,4 %	1 780,8	+ 5,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	28 898	- 1,6 %	192,3	+ 2,4 %	5 840,3	+ 4,5 %
OZ	Administration publique	135	+ 1,5 %	17,2	- 0,4 %	747,1	- 0,0 %
PZ	Enseignement	2 831	- 0,9 %	41,8	+ 2,4 %	1 144,4	+ 2,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	3 562	- 0,9 %	31,0	+ 1,0 %	976,4	+ 3,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	2 041	+ 4,0 %	56,0	+ 2,5 %	1 307,5	+ 2,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	4 272	+ 3,3 %	33,4	+ 3,2 %	1 246,1	+ 3,1 %
SZ	Autres activités de services	11 247	+ 0,8 %	61,6	+ 1,6 %	2 065,5	+ 2,9 %
	Industrie	4 354	- 0,8 %	52,5	- 1,7 %	2 524,3	- 0,2 %
	Construction	6 807	+ 4,3 %	35,6	+ 8,5 %	1 076,1	+ 9,0 %
	Tertiaire	150 239	+ 0,8 %	1 399,5	+ 2,9 %	61 146,4	+ 4,7 %
	Dont Tertiaire hors intérim	149 073	+ 0,8 %	1 344,1	+ 2,8 %	59 415,9	+ 4,6 %
	Intérim	1 166	+ 0,4 %	55,4	+ 4,3 %	1 730,6	+ 7,6 %

Source : Urssaf - Acooss



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	- 5,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	16,4	16,1	- 1,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	9,7	8,4	- 13,6 %
CC	Bois et papier	0,8	0,7	- 8,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	1,5	1,3	- 14,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,3	0,2	- 18,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 2,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,2	0,3	+ 9,3 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,3	+ 19,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 0,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,1	0,1	- 38,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,5	0,4	- 15,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	2,8	3,1	+ 9,2 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	1,0	1,0	+ 10,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,5	0,4	- 8,2 %
FZ	Construction	32,1	38,3	+ 19,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	158,0	154,1	- 2,4 %
HZ	Transports et entreposage	115,2	112,8	- 2,1 %
IZ	Hébergement et restauration	737,8	783,3	+ 6,2 %
JA	Édition et audiovisuel	583,2	626,4	+ 7,4 %
JB	Télécommunications	3,8	4,6	+ 20,7 %
JC	Activités informatiques	46,1	50,3	+ 9,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	41,9	44,6	+ 6,4 %
LZ	Activités immobilières	28,2	21,8	- 22,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	108,0	119,2	+ 10,3 %
MB	Recherche et développement	6,8	7,2	+ 5,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	162,0	168,3	+ 3,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 180,8	2 355,6	+ 8,0 %
OZ	Administration publique	14,3	14,2	- 0,4 %
PZ	Enseignement	75,0	74,2	- 1,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	50,1	61,2	+ 22,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	120,8	128,4	+ 6,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	415,2	409,6	- 1,4 %
SZ	Autres activités de services	71,3	70,7	- 0,9 %
	Activités diverses et non classées	1,2	1,2	- 1,7 %
	<b>TOTAL</b>	<b>4 986,6</b>	<b>5 279,1</b>	<b>+ 5,9 %</b>
	Industrie	34,6	33,0	- 4,8 %
	Construction	32,1	38,3	+ 19,5 %
	Tertiaire	4 919,9	5 207,8	+ 5,9 %
	Dont Tertiaire hors intérim	3 173,2	3 303,5	+ 4,1 %
	Intérim	1 746,7	1 904,4	+ 9,0 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acofos

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	+ 15,2 %
CA	Industries agro-alimentaires	8,1	8,2	+ 1,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	3,5	2,9	- 15,6 %
CC	Bois et papier	0,4	0,4	+ 6,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,9	0,8	- 9,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,1	- 29,8 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,1	0,1	- 6,9 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,1	0,2	+ 22,2 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,2	0,2	+ 9,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	- 2,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,1	0,0	- 48,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,3	- 18,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,7	1,5	- 12,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,6	0,6	+ 10,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,3	0,2	- 18,3 %
FZ	Construction	19,7	23,5	+ 19,7 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	63,0	63,1	+ 0,2 %
HZ	Transports et entreposage	18,7	18,3	- 1,9 %
IZ	Hébergement et restauration	124,4	125,4	+ 0,8 %
JA	Édition et audiovisuel	14,7	18,0	+ 22,1 %
JB	Télécommunications	2,3	2,8	+ 22,0 %
JC	Activités informatiques	30,4	32,2	+ 6,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	21,7	23,6	+ 8,9 %
LZ	Activités immobilières	10,4	8,8	- 15,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	48,7	53,3	+ 9,4 %
MB	Recherche et développement	1,6	1,7	+ 3,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	8,2	8,9	+ 8,1 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	41,0	43,0	+ 5,0 %
OZ	Administration publique	2,5	2,9	+ 12,1 %
PZ	Enseignement	7,4	7,3	- 1,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	7,5	8,3	+ 10,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	14,4	14,7	+ 2,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	7,7	8,1	+ 5,2 %
SZ	Autres activités de services	16,6	16,8	+ 1,3 %
	Activités diverses et non classées	0,3	0,3	- 8,1 %
	<b>TOTAL</b>	<b>477,8</b>	<b>496,8</b>	<b>+ 4,0 %</b>
	Industrie	16,8	16,0	- 4,7 %
	Construction	19,7	23,5	+ 19,7 %
	Tertiaire	441,4	457,3	+ 3,6 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



# Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	1 258,6
Réduction salariale heures supplémentaires	128,6
Jeunes entreprises innovantes	66,8
Déduction patronale heures supplémentaires	45,1
Aide à domicile	19,4
Contrat d'apprentissage secteur privé	16,7
Contrat d'apprentissage secteur public	12,1
Exonération sur compte épargne temps	7,3
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	6,0
Maîtres et documentalistes enseignement privé	5,4
Autres	8,2
<b>TOTAL DES EXONÉRATIONS</b>	<b>1 574,3</b>

Source : Urssaf - Acoiss

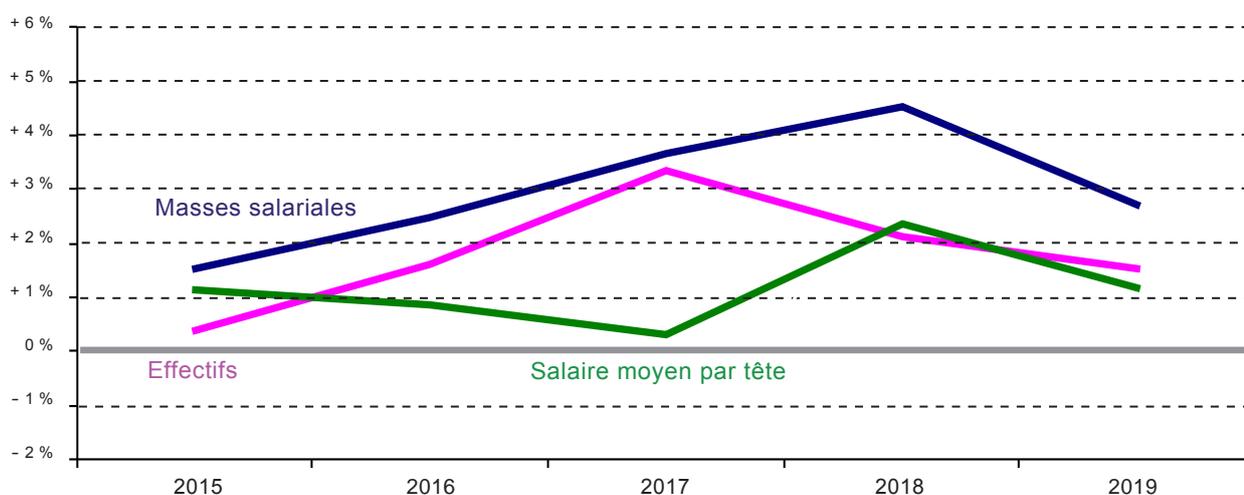


## Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	11 504,4	+ 1,6 %	+ 2,5 %	+ 3,7 %	+ 4,5 %	+ 2,7 %	+ 15,9 %
Effectifs salariés (en milliers)	377,1	+ 0,4 %	+ 1,6 %	+ 3,3 %	+ 2,1 %	+ 1,5 %	+ 9,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 542	+ 1,2 %	+ 0,9 %	+ 0,3 %	+ 2,3 %	+ 1,2 %	+ 6,0 %
Établissements	32 278	+ 0,7 %	+ 0,7 %	+ 1,4 %	+ 1,0 %	+ 1,6 %	+ 5,6 %

Source : Urssaf - Acoiss

### Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	43	+ 0,0 %	0,5	+ 0,3 %	21,7	+ 5,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	600	+ 0,7 %	6,2	+ 0,9 %	242,4	+ 7,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	39	- 2,5 %	0,4	+ 14,7 %	11,7	+ 9,7 %
CC	Bois et papier	173	- 3,9 %	2,4	- 11,5 %	88,9	- 9,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	2	+ 0,0 %	0,5	- 0,8 %	28,4	+ 1,2 %
CE	Industrie chimique	58	+ 3,6 %	2,2	- 0,1 %	91,5	+ 1,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	10	+ 11,1 %	0,4	+ 0,6 %	15,7	+ 1,0 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	177	- 3,8 %	4,4	- 1,8 %	164,3	+ 1,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	334	- 5,1 %	6,2	- 0,5 %	230,7	+ 0,6 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	54	- 1,8 %	1,7	- 0,4 %	70,1	+ 1,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	54	- 5,3 %	1,9	- 8,6 %	82,1	- 11,8 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	115	- 2,5 %	2,3	- 1,1 %	92,3	- 0,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	46	- 2,1 %	6,1	+ 0,3 %	310,7	+ 1,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	426	- 2,3 %	6,4	+ 0,7 %	274,0	+ 1,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	31	+ 3,3 %	2,6	- 2,8 %	142,5	- 0,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	156	+ 4,7 %	3,7	+ 4,7 %	121,2	+ 7,0 %
FZ	Construction	5 237	+ 3,3 %	38,7	+ 6,0 %	1 154,0	+ 8,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 478	+ 1,1 %	73,8	+ 0,4 %	2 323,5	+ 1,4 %
HZ	Transports et entreposage	1 732	+ 2,4 %	46,7	+ 0,1 %	1 431,6	+ 2,4 %
IZ	Hébergement et restauration	2 761	+ 4,3 %	23,5	+ 4,1 %	493,4	+ 6,0 %
JA	Édition et Audiovisuel	193	+ 10,3 %	1,6	+ 1,3 %	72,6	+ 0,2 %
JB	Télécommunications	73	+ 1,4 %	1,6	- 6,5 %	57,6	+ 0,0 %
JC	Activités informatiques	541	+ 3,8 %	2,5	- 3,2 %	92,7	+ 0,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 368	- 0,5 %	7,3	- 3,4 %	329,4	- 1,5 %
LZ	Activités immobilières	900	+ 0,7 %	4,0	+ 1,5 %	130,8	+ 5,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 011	+ 3,3 %	12,6	+ 9,0 %	499,8	+ 9,3 %
MB	Recherche et développement	26	+ 4,0 %	1,0	+ 4,0 %	44,7	+ 4,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	446	+ 4,9 %	2,6	- 0,1 %	69,6	+ 3,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 088	+ 1,6 %	48,8	+ 3,4 %	1 115,7	+ 4,4 %
OZ	Administration publique	31	+ 6,9 %	2,6	- 0,5 %	84,7	- 0,7 %
PZ	Enseignement	588	- 0,7 %	4,8	- 0,8 %	147,5	+ 3,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 080	+ 0,4 %	9,3	+ 2,1 %	272,6	+ 3,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	654	+ 1,4 %	19,7	+ 0,8 %	440,0	+ 2,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 221	- 1,1 %	20,7	- 0,3 %	607,3	- 3,5 %
SZ	Autres activités de services	1 901	+ 0,8 %	7,3	+ 0,2 %	148,9	+ 3,1 %
	Industrie	2 318	- 1,5 %	48,1	- 0,8 %	1 988,2	+ 1,1 %
	Construction	5 237	+ 3,3 %	38,7	+ 6,0 %	1 154,0	+ 8,5 %
	Tertiaire	24 723	+ 1,5 %	290,4	+ 1,3 %	8 362,2	+ 2,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	24 354	+ 1,4 %	273,5	+ 1,3 %	7 942,8	+ 2,4 %
	Intérim	369	+ 9,2 %	16,9	+ 1,3 %	419,5	+ 1,3 %

Source : Urssaf - Acooss



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	+ 7,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,9	4,3	+ 9,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,2	+ 20,1 %
CC	Bois et papier	0,8	0,8	- 0,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	+ 22,7 %
CE	Industrie chimique	0,5	0,4	- 6,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	- 4,5 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	1,3	1,2	- 7,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1,4	1,3	- 6,3 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,3	- 19,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,4	0,3	- 27,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,6	0,6	+ 2,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,7	0,9	+ 18,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,3	1,3	- 3,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,3	0,3	- 18,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,2	1,7	+ 35,7 %
FZ	Construction	20,0	23,4	+ 16,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	49,8	51,2	+ 2,9 %
HZ	Transports et entreposage	22,2	21,2	- 4,1 %
IZ	Hébergement et restauration	70,8	74,2	+ 4,9 %
JA	Édition et audiovisuel	3,8	3,8	- 0,3 %
JB	Télécommunications	0,4	0,4	+ 8,2 %
JC	Activités informatiques	1,2	1,3	+ 9,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,7	2,5	- 7,3 %
LZ	Activités immobilières	3,0	2,9	- 4,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6,4	7,0	+ 9,9 %
MB	Recherche et développement	0,3	0,3	+ 11,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	10,0	12,3	+ 22,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	594,6	583,4	- 1,9 %
OZ	Administration publique	12,9	13,5	+ 5,2 %
PZ	Enseignement	5,7	5,4	- 5,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	28,8	34,4	+ 19,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	62,7	65,8	+ 4,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	66,8	67,8	+ 1,5 %
SZ	Autres activités de services	13,6	9,7	- 29,0 %
	Activités diverses et non classées	0,1	0,1	+ 18,4 %
	<b>TOTAL</b>	<b>988,7</b>	<b>994,3</b>	<b>+ 0,6 %</b>
	Industrie	13,1	13,6	+ 4,1 %
	Construction	20,0	23,4	+ 16,9 %
	Tertiaire	955,6	957,2	+ 0,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	413,0	417,8	+ 1,2 %
	Intérim	542,7	539,5	- 0,6 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acooss

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,1	+ 22,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,8	1,8	+ 2,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,1	+ 28,2 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	+ 6,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 11,1 %
CE	Industrie chimique	0,2	0,2	+ 1,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	- 3,3 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,4	0,4	+ 6,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,8	0,8	- 5,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,2	0,2	- 23,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,1	- 11,0 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,4	+ 2,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,5	0,6	+ 31,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,8	0,8	- 2,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,1	- 20,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,8	1,2	+ 48,4 %
FZ	Construction	11,7	13,5	+ 15,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	19,3	20,0	+ 3,8 %
HZ	Transports et entreposage	9,1	10,0	+ 10,2 %
IZ	Hébergement et restauration	14,9	16,7	+ 11,5 %
JA	Édition et audiovisuel	0,2	0,3	+ 25,6 %
JB	Télécommunications	0,2	0,2	+ 43,5 %
JC	Activités informatiques	0,7	0,8	+ 22,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	0,9	1,1	+ 18,8 %
LZ	Activités immobilières	0,9	1,0	+ 11,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3,2	3,7	+ 15,2 %
MB	Recherche et développement	0,1	0,1	- 6,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,7	0,8	+ 13,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	11,1	10,4	- 6,5 %
OZ	Administration publique	0,6	0,6	+ 7,9 %
PZ	Enseignement	0,8	0,8	- 8,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,7	1,8	+ 6,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,2	4,3	+ 2,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	3,0	3,3	+ 8,0 %
SZ	Autres activités de services	2,0	2,2	+ 6,8 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 60,9 %
	<b>TOTAL</b>	<b>91,8</b>	<b>98,4</b>	<b>+ 7,2 %</b>
	Industrie	6,5	6,9	+ 6,9 %
	Construction	11,7	13,5	+ 15,5 %
	Tertiaire	73,6	78,0	+ 5,9 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



# Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	470,6
Réduction salariale heures supplémentaires	38,5
Déduction patronale heures supplémentaires	11,2
Aide à domicile	8,9
Contrat d'apprentissage secteur privé	6,0
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	3,6
Exonération sur compte épargne temps	1,0
Contrat d'apprentissage secteur public	1,0
Jeunes entreprises innovantes	0,8
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (ACCRE)	0,4
Autres	1,4
<b>TOTAL DES EXONÉRATIONS</b>	<b>543,2</b>

Source : Urssaf - Acoiss

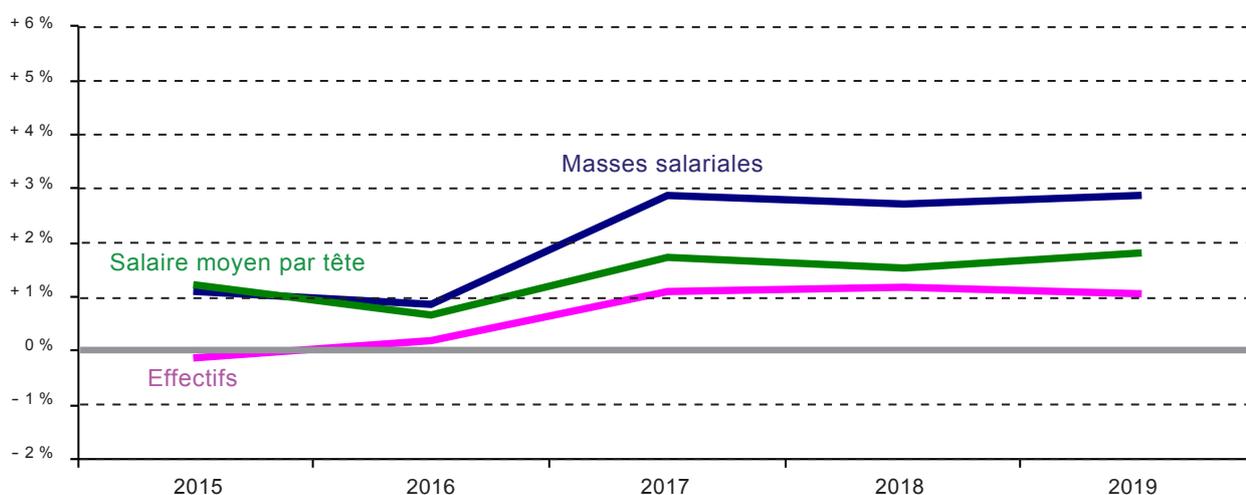


## Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	15 803,5	+ 1,1 %	+ 0,9 %	+ 2,9 %	+ 2,7 %	+ 2,9 %	+ 10,9 %
Effectifs salariés (en milliers)	413,5	- 0,1 %	+ 0,2 %	+ 1,1 %	+ 1,2 %	+ 1,1 %	+ 3,5 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 185	+ 1,2 %	+ 0,7 %	+ 1,7 %	+ 1,5 %	+ 1,8 %	+ 7,2 %
Établissements	34 017	+ 0,7 %	+ 0,7 %	+ 0,5 %	+ 1,2 %	+ 1,7 %	+ 5,0 %

Source : Urssaf - Acoiss

### Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	10	+ 0,0 %	0,1	+ 7,7 %	4,9	+ 7,9 %
CA	Industries agro-alimentaires	562	+ 3,7 %	4,0	+ 4,6 %	102,9	+ 4,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	24	- 7,7 %	0,1	+ 0,9 %	2,4	+ 17,6 %
CC	Bois et papier	95	- 3,1 %	0,6	- 4,8 %	20,0	- 2,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	33	+ 10,0 %	1,5	+ 2,5 %	76,9	+ 8,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	14	+ 0,0 %	0,8	- 2,7 %	37,3	- 0,8 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	97	+ 4,3 %	2,4	+ 10,4 %	110,2	+ 10,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	206	- 1,4 %	3,5	- 1,4 %	150,7	+ 1,0 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	84	- 3,4 %	9,7	+ 1,0 %	611,9	+ 0,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	39	+ 5,4 %	0,9	+ 6,0 %	52,7	+ 5,6 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	72	- 4,0 %	4,0	- 0,5 %	231,0	+ 0,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	61	- 6,2 %	34,8	+ 0,3 %	2 081,1	+ 4,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	312	+ 2,0 %	7,7	+ 2,3 %	393,9	+ 3,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	27	- 12,9 %	2,1	- 5,2 %	102,9	- 8,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	118	- 0,8 %	4,3	- 1,4 %	149,5	+ 1,2 %
FZ	Construction	4 016	+ 3,8 %	38,4	+ 1,6 %	1 398,5	+ 2,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 368	+ 0,5 %	68,7	+ 0,9 %	2 459,1	+ 1,7 %
HZ	Transports et entreposage	1 075	+ 3,3 %	20,7	+ 2,1 %	629,0	+ 3,5 %
IZ	Hébergement et restauration	3 011	+ 5,1 %	23,0	+ 6,6 %	539,9	+ 7,3 %
JA	Édition et Audiovisuel	349	- 3,3 %	5,3	+ 2,5 %	339,3	+ 6,9 %
JB	Télécommunications	65	- 9,7 %	2,4	+ 2,8 %	116,9	+ 3,4 %
JC	Activités informatiques	1 073	+ 8,7 %	9,1	- 4,4 %	456,1	- 4,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 560	- 1,5 %	12,4	- 3,1 %	582,6	- 1,8 %
LZ	Activités immobilières	1 128	+ 0,3 %	4,8	- 3,6 %	170,4	- 1,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3 358	+ 3,6 %	38,0	+ 1,6 %	1 840,7	+ 1,9 %
MB	Recherche et développement	51	+ 4,1 %	2,3	+ 8,4 %	142,4	+ 11,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	550	+ 1,1 %	7,8	+ 3,2 %	235,7	+ 1,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 643	- 1,2 %	43,1	- 0,3 %	1 053,1	+ 2,2 %
OZ	Administration publique	30	+ 3,4 %	3,0	- 1,5 %	102,6	- 3,2 %
PZ	Enseignement	733	+ 1,7 %	8,6	+ 1,8 %	224,7	+ 1,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 218	+ 1,5 %	9,3	+ 0,5 %	271,9	+ 2,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	886	+ 5,6 %	24,1	+ 1,7 %	480,0	+ 3,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 166	+ 0,5 %	6,2	+ 3,0 %	433,7	+ 29,0 %
SZ	Autres activités de services	2 196	- 0,7 %	9,8	- 0,3 %	198,5	+ 2,5 %
	Industrie	1 754	+ 0,7 %	76,5	+ 0,8 %	4 128,4	+ 3,1 %
	Construction	4 016	+ 3,8 %	38,4	+ 1,6 %	1 398,5	+ 2,1 %
	Tertiaire	28 247	+ 1,5 %	298,6	+ 1,1 %	10 276,6	+ 2,9 %
	Dont Tertiaire hors intérim	28 034	+ 1,5 %	288,5	+ 1,5 %	10 009,2	+ 3,2 %
	Intérim	213	+ 6,5 %	10,1	- 8,9 %	267,4	- 6,4 %

Source : Urssaf - Acooss



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 8,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,3	3,9	+ 16,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,0	- 35,6 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 27,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,3	- 12,4 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	+ 28,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,5	0,6	+ 12,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,9	0,9	+ 0,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,5	1,6	+ 5,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,3	+ 62,4 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,8	0,8	- 9,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	3,2	2,6	- 18,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,4	1,6	+ 7,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,2	+ 4,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	2,0	1,6	- 16,6 %
FZ	Construction	16,3	17,0	+ 4,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	47,4	46,6	- 1,6 %
HZ	Transports et entreposage	11,4	11,9	+ 4,4 %
IZ	Hébergement et restauration	73,2	78,8	+ 7,7 %
JA	Édition et audiovisuel	11,5	9,9	- 13,3 %
JB	Télécommunications	0,4	0,5	+ 31,2 %
JC	Activités informatiques	3,9	3,9	+ 0,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	3,7	3,4	- 9,4 %
LZ	Activités immobilières	2,9	3,4	+ 16,9 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	15,7	16,6	+ 5,9 %
MB	Recherche et développement	1,0	0,9	- 2,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	33,7	16,4	- 51,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	311,9	304,2	- 2,5 %
OZ	Administration publique	13,9	14,7	+ 5,7 %
PZ	Enseignement	12,0	11,6	- 3,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	31,2	41,9	+ 34,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	89,4	93,6	+ 4,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	36,1	36,8	+ 1,9 %
SZ	Autres activités de services	16,2	15,4	- 5,0 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 66,8 %
	<b>TOTAL</b>	<b>746,3</b>	<b>742,3</b>	<b>- 0,5 %</b>
	Industrie	14,8	14,6	- 1,1 %
	Construction	16,3	17,0	+ 4,4 %
	Tertiaire	715,2	710,7	- 0,6 %
	Dont Tertiaire hors intérim	450,7	455,6	+ 1,1 %
	Intérim	264,5	255,0	- 3,6 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acofos

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 17,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,8	2,1	+ 14,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	- 26,1 %
CC	Bois et papier	0,1	0,1	- 41,7 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	- 10,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,1	+ 111,1 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,4	+ 23,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,5	+ 11,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,0	1,1	+ 9,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,2	+104,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,6	0,5	- 14,7 %
CL	Fabrication de matériels de transport	2,0	1,4	- 31,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,0	1,0	+ 5,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 8,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,8	0,5	- 41,7 %
FZ	Construction	10,1	10,4	+ 2,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	18,7	19,0	+ 1,4 %
HZ	Transports et entreposage	4,2	4,9	+ 16,8 %
IZ	Hébergement et restauration	14,6	16,0	+ 9,7 %
JA	Édition et audiovisuel	1,1	0,8	- 25,0 %
JB	Télécommunications	0,2	0,3	+ 38,1 %
JC	Activités informatiques	2,5	2,7	+ 6,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,6	1,6	- 2,4 %
LZ	Activités immobilières	1,2	1,2	+ 0,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	10,8	11,3	+ 4,5 %
MB	Recherche et développement	0,3	0,3	- 19,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,5	1,2	- 18,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	9,6	9,9	+ 3,2 %
OZ	Administration publique	0,5	0,7	+ 23,6 %
PZ	Enseignement	1,4	1,3	- 3,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,8	2,1	+ 16,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,9	5,4	+ 9,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,9	1,9	- 4,6 %
SZ	Autres activités de services	2,8	2,8	- 1,1 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+100,0 %
	<b>TOTAL</b>	<b>98,5</b>	<b>101,8</b>	<b>+ 3,3 %</b>
	Industrie	8,6	8,1	- 5,6 %
	Construction	10,1	10,4	+ 2,8 %
	Tertiaire	79,9	83,3	+ 4,4 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



# Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	384,2
Réduction salariale heures supplémentaires	32,8
Déduction patronale heures supplémentaires	9,0
Contrat d'apprentissage secteur privé	8,6
Aide à domicile	8,4
Maîtres et documentalistes enseignement privé	7,4
Contrat d'apprentissage secteur public	4,8
Jeunes entreprises innovantes	4,6
Exonération sur compte épargne temps	2,6
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	1,6
Autres	1,7
<b>Total des exonérations</b>	<b>465,6</b>

Source : Urssaf - Acoss

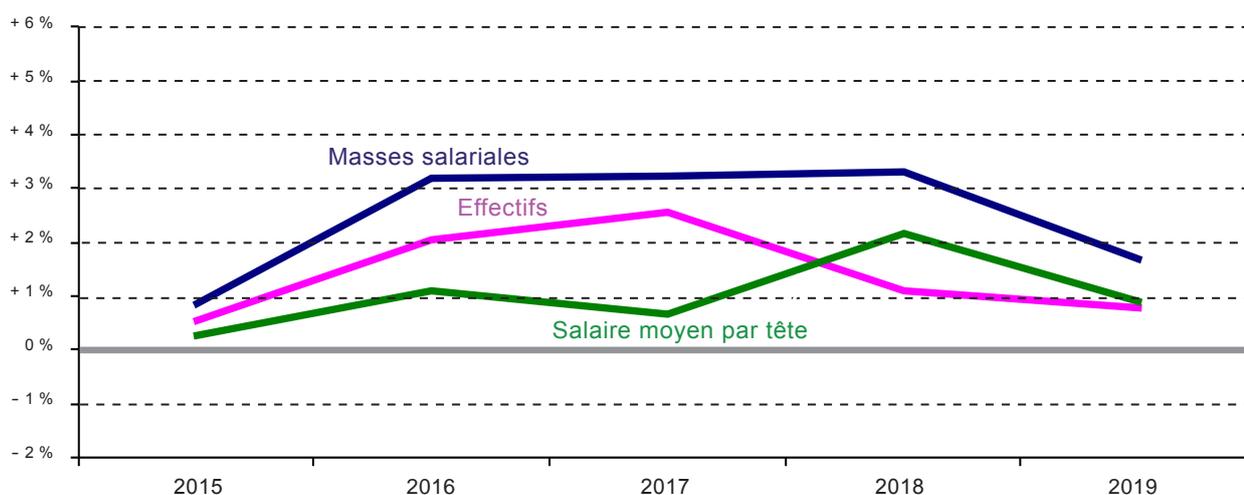


## Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	12 649,8	+ 0,9 %	+ 3,2 %	+ 3,2 %	+ 3,3 %	+ 1,7 %	+ 12,9 %
Effectifs salariés (en milliers)	361,7	+ 0,6 %	+ 2,1 %	+ 2,5 %	+ 1,1 %	+ 0,8 %	+ 7,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 915	+ 0,3 %	+ 1,1 %	+ 0,7 %	+ 2,2 %	+ 0,9 %	+ 5,2 %
Établissements	28 806	+ 1,0 %	+ 1,4 %	+ 1,3 %	+ 1,7 %	+ 1,4 %	+ 6,9 %

Source : Urssaf - Acoiss

### Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	8	+ 0,0 %	0,1	+ 7,6 %	5,1	+ 8,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	487	+ 4,5 %	4,7	+ 4,9 %	143,5	+ 4,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	26	+ 4,0 %	0,2	+ 2,5 %	8,5	+ 8,2 %
CC	Bois et papier	148	- 7,5 %	2,2	- 3,9 %	78,8	- 0,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	36	+ 2,9 %	1,5	+ 1,5 %	81,1	+ 4,1 %
CF	Industrie pharmaceutique	6	- 14,3 %	1,7	+ 2,6 %	87,3	+ 4,2 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	92	+ 2,2 %	2,6	- 2,2 %	107,9	+ 0,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	199	- 7,4 %	2,7	- 1,3 %	103,6	+ 0,7 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	124	+ 0,8 %	9,8	+ 1,1 %	575,9	+ 1,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	40	- 11,1 %	1,8	- 4,7 %	96,8	- 3,0 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	79	+ 0,0 %	1,5	- 1,5 %	70,9	- 1,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	30	+ 15,4 %	4,6	+ 0,9 %	252,1	+ 0,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	307	+ 1,3 %	3,6	- 0,2 %	150,1	+ 0,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	21	- 4,5 %	1,8	+ 0,8 %	107,6	+ 0,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	112	+ 1,8 %	3,4	- 4,8 %	113,4	- 1,3 %
FZ	Construction	4 608	+ 2,9 %	35,9	+ 5,9 %	1 106,4	+ 7,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	6 218	+ 0,1 %	63,9	+ 0,4 %	2 257,6	+ 0,8 %
HZ	Transports et entreposage	1 483	+ 4,9 %	35,6	+ 3,5 %	1 137,5	+ 5,0 %
IZ	Hébergement et restauration	2 289	+ 2,4 %	16,4	+ 1,8 %	338,0	+ 4,1 %
JA	Édition et Audiovisuel	227	+ 1,3 %	1,8	- 5,9 %	95,9	- 2,9 %
JB	Télécommunications	67	+ 3,1 %	5,1	- 5,2 %	351,1	- 9,3 %
JC	Activités informatiques	739	+ 6,2 %	7,4	+ 3,5 %	505,5	+ 4,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 194	- 0,2 %	8,8	- 1,2 %	411,6	+ 0,7 %
LZ	Activités immobilières	804	+ 1,8 %	3,2	+ 0,4 %	106,8	+ 3,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 082	+ 4,4 %	20,9	+ 0,9 %	1 029,4	+ 1,9 %
MB	Recherche et développement	127	+ 2,4 %	13,7	+ 1,2 %	758,9	+ 1,7 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	452	+ 2,7 %	2,5	+ 1,6 %	73,1	+ 4,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 018	+ 0,3 %	54,6	- 1,2 %	1 286,9	- 0,4 %
OZ	Administration publique	27	+ 0,0 %	2,3	- 1,4 %	74,7	- 0,8 %
PZ	Enseignement	485	- 6,2 %	4,4	- 2,3 %	103,1	- 1,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	935	- 0,1 %	9,6	- 2,6 %	287,1	+ 0,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	655	+ 2,7 %	20,1	+ 0,3 %	449,7	+ 2,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 131	+ 0,4 %	5,9	+ 0,8 %	137,3	+ 3,4 %
SZ	Autres activités de services	1 786	+ 0,7 %	7,4	- 0,4 %	156,6	+ 1,1 %
	Industrie	1 715	+ 0,1 %	42,1	- 0,0 %	1 982,6	+ 1,0 %
	Construction	4 608	+ 2,9 %	35,9	+ 5,9 %	1 106,4	+ 7,1 %
	Tertiaire	22 483	+ 1,2 %	283,6	+ 0,3 %	9 560,8	+ 1,3 %
	Dont Tertiaire hors intérim	22 247	+ 1,1 %	271,1	+ 0,1 %	9 260,3	+ 1,2 %
	Intérim	236	+ 11,3 %	12,5	+ 5,3 %	300,4	+ 4,1 %

Source : Urssaf - Acooss



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 8,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,7	3,0	+ 9,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 29,6 %
CC	Bois et papier	0,5	0,5	- 0,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,2	0,3	+ 23,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,3	+ 40,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,6	0,5	- 12,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,8	0,7	- 12,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,8	1,6	- 9,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,3	0,2	- 14,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,4	0,3	- 16,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,6	0,6	+ 3,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,1	1,0	- 2,2 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 34,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,5	1,3	- 13,2 %
FZ	Construction	20,1	22,0	+ 9,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	38,7	38,9	+ 0,5 %
HZ	Transports et entreposage	24,8	25,8	+ 4,1 %
IZ	Hébergement et restauration	48,6	49,7	+ 2,2 %
JA	Édition et audiovisuel	5,2	6,7	+ 28,7 %
JB	Télécommunications	0,7	0,5	- 35,0 %
JC	Activités informatiques	1,8	2,0	+ 8,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,6	2,3	- 10,2 %
LZ	Activités immobilières	1,5	1,5	+ 0,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	10,1	8,6	- 15,1 %
MB	Recherche et développement	2,7	2,8	+ 3,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,8	1,7	- 6,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	519,3	480,3	- 7,5 %
OZ	Administration publique	16,3	16,0	- 2,3 %
PZ	Enseignement	7,1	7,0	- 0,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	33,1	41,5	+ 25,3 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	58,9	62,2	+ 5,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	59,8	71,8	+ 20,2 %
SZ	Autres activités de services	7,8	7,4	- 4,8 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 12,5 %
	<b>TOTAL</b>	<b>871,8</b>	<b>859,4</b>	<b>- 1,4 %</b>
	Industrie	11,0	10,8	- 1,8 %
	Construction	20,1	22,0	+ 9,4 %
	Tertiaire	840,7	826,6	- 1,7 %
	Dont Tertiaire hors intérim	392,7	411,8	+ 4,9 %
	Intérim	448,0	414,8	- 7,4 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acofos

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 20,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,5	1,8	+ 19,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	+ 28,6 %
CC	Bois et papier	0,3	0,3	- 4,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	+ 26,1 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,2	+ 47,3 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 14,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,4	- 3,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,1	1,1	+ 3,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 3,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	- 16,7 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,4	- 0,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,6	0,6	+ 1,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,0	0,1	+ 75,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,8	0,6	- 22,2 %
FZ	Construction	12,2	13,8	+ 12,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	17,3	17,4	+ 0,6 %
HZ	Transports et entreposage	9,0	10,2	+ 13,1 %
IZ	Hébergement et restauration	10,7	12,0	+ 12,7 %
JA	Édition et audiovisuel	0,4	0,4	- 7,7 %
JB	Télécommunications	0,6	0,3	- 43,8 %
JC	Activités informatiques	1,3	1,4	+ 4,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,1	1,2	+ 10,3 %
LZ	Activités immobilières	0,8	0,8	+ 3,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,4	4,8	- 11,6 %
MB	Recherche et développement	0,9	1,0	+ 12,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,0	0,8	- 11,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	10,7	10,6	- 0,7 %
OZ	Administration publique	0,5	0,6	+ 15,8 %
PZ	Enseignement	0,9	0,8	- 6,8 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,0	2,1	+ 4,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,0	4,0	- 1,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,7	1,5	- 14,5 %
SZ	Autres activités de services	1,9	2,1	+ 8,1 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 33,3 %
	<b>TOTAL</b>	<b>88,4</b>	<b>92,0</b>	<b>+ 4,1 %</b>
	Industrie	6,0	6,3	+ 4,5 %
	Construction	12,2	13,8	+ 12,8 %
	Tertiaire	70,1	71,9	+ 2,6 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



# Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	389,9
Réduction salariale heures supplémentaires	32,2
Déduction patronale heures supplémentaires	8,7
Aide à domicile	7,2
Contrat d'apprentissage secteur privé	6,1
Jeunes entreprises innovantes	4,8
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	2,5
Exonération sur compte épargne temps	2,2
Contrat d'apprentissage secteur public	1,7
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (ACCRE)	0,4
Autres	0,9
<b>TOTAL DES EXONÉRATIONS</b>	<b>456,7</b>

Source : Urssaf - Acoiss

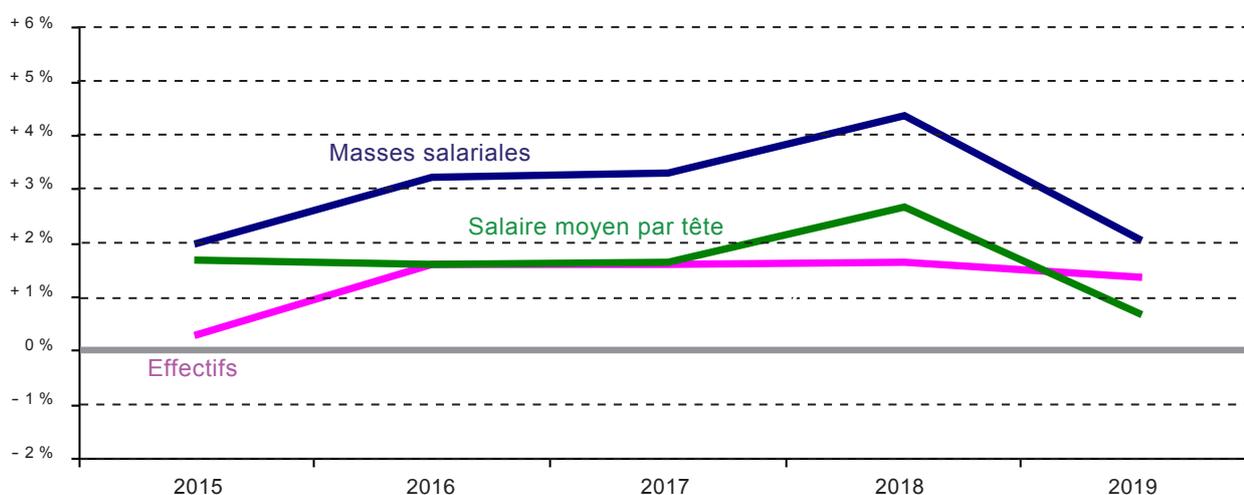


## Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	49 556,5	+ 2,0 %	+ 3,2 %	+ 3,3 %	+ 4,4 %	+ 2,1 %	+ 15,9 %
Effectifs salarié (en milliers)	964,1	+ 0,3 %	+ 1,6 %	+ 1,6 %	+ 1,7 %	+ 1,4 %	+ 6,8 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	4 284	+ 1,7 %	+ 1,6 %	+ 1,7 %	+ 2,7 %	+ 0,7 %	+ 8,6 %
Établissements	51 211	+ 0,9 %	+ 1,0 %	+ 0,9 %	+ 1,7 %	+ 1,2 %	+ 5,8 %

Source : Urssaf - Acoiss

*Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête*



Source : Urssaf - Acoiss

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	10	+ 11,1 %	0,2	+ 0,2 %	10,8	- 7,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	673	+ 1,2 %	9,1	+ 3,8 %	364,5	+ 2,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	78	- 1,3 %	1,1	- 0,0 %	47,8	+ 3,2 %
CC	Bois et papier	131	- 9,7 %	1,7	- 2,8 %	101,9	- 0,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	8	+ 0,0 %	0,6	- 6,7 %	34,9	- 4,5 %
CE	Industrie chimique	80	+ 2,6 %	11,3	+ 10,9 %	828,9	+ 11,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	45	- 6,3 %	7,9	- 2,8 %	602,6	- 2,0 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	88	- 3,3 %	2,7	- 5,9 %	185,8	- 5,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	67	- 4,3 %	3,1	+ 0,1 %	182,7	+ 0,1 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	71	- 4,1 %	8,3	- 3,2 %	588,2	+ 0,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	45	- 10,0 %	3,5	- 0,2 %	282,9	+ 0,1 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	58	- 3,3 %	1,8	+ 5,5 %	115,1	+ 7,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	33	- 10,8 %	13,0	- 4,5 %	942,1	- 3,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	253	+ 2,0 %	3,8	+ 5,1 %	203,3	+ 0,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	106	- 7,0 %	18,8	- 0,9 %	1 223,2	- 1,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	103	- 1,9 %	6,8	+ 0,8 %	300,4	+ 5,5 %
FZ	Construction	3 613	+ 6,2 %	42,6	+ 5,5 %	1 727,6	+ 4,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	8 294	+ 0,0 %	112,0	+ 0,1 %	5 789,7	+ 0,8 %
HZ	Transports et entreposage	1 580	+ 3,5 %	36,1	- 2,1 %	1 389,0	- 0,5 %
IZ	Hébergement et restauration	4 699	+ 0,8 %	38,6	+ 1,6 %	939,5	+ 3,2 %
JA	Édition et Audiovisuel	1 675	- 0,3 %	43,2	- 1,7 %	2 679,8	- 1,2 %
JB	Télécommunications	228	+ 5,1 %	12,9	+ 5,9 %	805,9	+ 4,5 %
JC	Activités informatiques	3 031	+ 7,7 %	99,5	+ 2,5 %	5 527,9	+ 4,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2 671	+ 1,1 %	92,8	- 0,3 %	6 586,1	+ 2,2 %
LZ	Activités immobilières	1 787	- 0,8 %	14,6	+ 0,3 %	639,7	+ 2,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6 215	+ 2,3 %	140,2	+ 3,9 %	9 291,7	+ 2,6 %
MB	Recherche et développement	112	+ 7,7 %	10,0	+ 0,1 %	629,1	+ 2,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1 470	- 0,1 %	36,2	+ 0,2 %	1 935,8	+ 1,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	6 534	- 1,8 %	101,5	+ 2,9 %	3 077,0	+ 3,3 %
OZ	Administration publique	41	- 4,7 %	4,0	- 3,1 %	148,6	- 3,7 %
PZ	Enseignement	934	+ 1,1 %	13,4	- 1,5 %	375,2	+ 1,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 489	- 2,2 %	19,3	- 0,4 %	655,6	+ 2,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	1 123	+ 4,3 %	28,8	+ 3,9 %	613,4	+ 7,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 270	+ 1,8 %	9,9	- 1,8 %	347,3	+ 2,3 %
SZ	Autres activités de services	2 798	+ 1,2 %	14,8	- 0,4 %	382,6	- 0,2 %
	Industrie	1 849	- 1,7 %	93,8	+ 0,2 %	6 015,1	+ 0,7 %
	Construction	3 613	+ 6,2 %	42,6	+ 5,5 %	1 727,6	+ 4,2 %
	Tertiaire	45 749	+ 0,9 %	827,7	+ 1,3 %	41 813,9	+ 2,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	45 547	+ 0,9 %	816,6	+ 1,4 %	41 475,6	+ 2,2 %
	Intérim	202	+ 3,1 %	11,1	- 5,1 %	338,2	+ 0,4 %

Source : Urssaf - Acooss



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 82,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	5,6	6,1	+ 9,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	1,0	0,7	- 28,9 %
CC	Bois et papier	0,2	0,4	+ 68,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	- 20,6 %
CE	Industrie chimique	2,6	2,6	+ 0,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	1,1	1,1	+ 0,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,5	0,5	- 0,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,5	- 7,1 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,3	1,3	+ 1,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,7	0,6	- 20,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,5	0,3	- 29,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1,8	2,0	+ 13,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,2	0,9	- 19,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2,4	2,8	+ 15,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,9	1,6	- 19,3 %
FZ	Construction	17,7	19,6	+ 10,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	57,5	56,7	- 1,5 %
HZ	Transports et entreposage	28,4	25,9	- 8,8 %
IZ	Hébergement et restauration	151,3	157,2	+ 3,9 %
JA	Édition et audiovisuel	337,5	374,2	+ 10,9 %
JB	Télécommunications	2,9	3,1	+ 7,7 %
JC	Activités informatiques	42,5	41,0	- 3,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	22,9	22,7	- 1,1 %
LZ	Activités immobilières	5,6	6,0	+ 7,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	79,7	75,0	- 5,8 %
MB	Recherche et développement	2,1	1,8	- 15,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	295,6	295,8	+ 0,1 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	601,0	605,8	+ 0,8 %
OZ	Administration publique	11,1	12,0	+ 8,3 %
PZ	Enseignement	23,9	20,7	- 13,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	40,2	51,6	+ 28,5 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	85,8	90,2	+ 5,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	92,7	87,1	- 6,1 %
SZ	Autres activités de services	15,0	14,0	- 6,5 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 0,0 %
	<b>TOTAL</b>	<b>1 934,8</b>	<b>1 981,8</b>	<b>+ 2,4 %</b>
	Industrie	21,4	21,5	+ 0,4 %
	Construction	17,7	19,6	+ 10,6 %
	Tertiaire	1 895,6	1 940,7	+ 2,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	1 484,6	1 529,0	+ 3,0 %
	Intérim	411,0	411,6	+ 0,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 80,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,3	3,7	+ 9,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 4,9 %
CC	Bois et papier	0,2	0,3	+ 74,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 16,3 %
CE	Industrie chimique	1,3	1,4	+ 2,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,7	0,7	+ 6,8 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	- 1,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	+ 5,8 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,9	0,9	+ 5,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,5	0,4	- 26,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,2	- 32,1 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1,3	1,5	+ 14,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,7	0,6	- 11,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	1,4	1,7	+ 23,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,1	0,8	- 24,3 %
FZ	Construction	10,8	12,4	+ 14,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	25,9	27,0	+ 4,1 %
HZ	Transports et entreposage	12,3	11,8	- 3,6 %
IZ	Hébergement et restauration	23,9	25,1	+ 5,0 %
JA	Édition et audiovisuel	6,0	5,9	- 1,5 %
JB	Télécommunications	2,0	2,1	+ 4,0 %
JC	Activités informatiques	32,0	31,6	- 1,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	11,3	11,3	- 0,2 %
LZ	Activités immobilières	2,9	2,8	- 4,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	36,9	39,1	+ 6,0 %
MB	Recherche et développement	1,4	1,1	- 24,6 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	7,1	7,3	+ 3,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	23,2	24,0	+ 3,4 %
OZ	Administration publique	0,7	1,0	+ 31,8 %
PZ	Enseignement	2,8	2,3	- 19,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	4,6	4,8	+ 5,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	8,5	9,0	+ 6,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,8	1,9	+ 6,1 %
SZ	Autres activités de services	4,4	4,4	+ 0,2 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	-
	<b>TOTAL</b>	<b>231,2</b>	<b>237,9</b>	<b>+ 2,9 %</b>
	Industrie	12,6	13,1	+ 4,1 %
	Construction	10,8	12,4	+ 14,9 %
	Tertiaire	207,8	212,4	+ 2,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



# Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	623,5
Réduction salariale heures supplémentaires	53,8
Jeunes entreprises innovantes	17,1
Contrat d'apprentissage secteur privé	15,2
Déduction patronale heures supplémentaires	12,7
Exonération sur compte épargne temps	12,2
Aide à domicile	9,2
Exonérations armement maritime	3,9
Dispense vieillesse cadres étrangers	2,1
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	1,2
Autres	3,4
<b>TOTAL DES EXONÉRATIONS</b>	<b>754,5</b>

Source : Urssaf - AcoSS

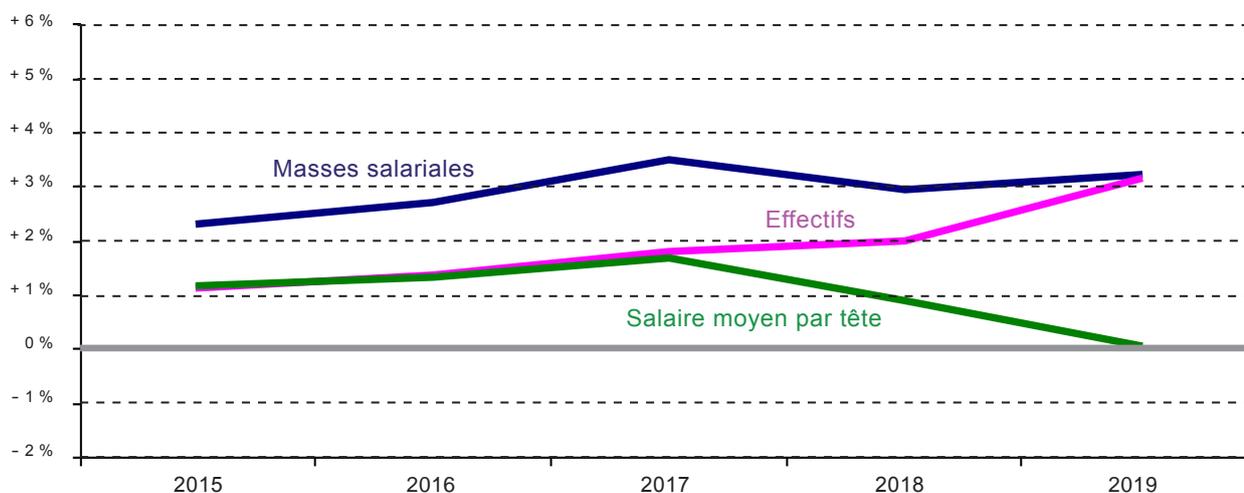


## Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	18 163,0	+ 2,3 %	+ 2,7 %	+ 3,5 %	+ 2,9 %	+ 3,2 %	+ 15,6 %
Effectifs salariés (en milliers)	513,0	+ 1,1 %	+ 1,4 %	+ 1,8 %	+ 2,0 %	+ 3,2 %	+ 9,8 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 950	+ 1,2 %	+ 1,3 %	+ 1,7 %	+ 0,9 %	+ 0,1 %	+ 5,3 %
Établissements	42 232	+ 2,2 %	+ 1,5 %	+ 0,6 %	+ 2,9 %	+ 3,0 %	+ 10,7 %

Source : Urssaf - Acoiss

### Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	2	+ 0,0 %	0,0	- 13,4 %	2,4	- 12,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	678	+ 1,5 %	5,1	+ 6,6 %	113,7	+ 6,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	280	+ 4,5 %	4,0	+ 8,0 %	129,8	+ 6,1 %
CC	Bois et papier	150	- 2,0 %	1,9	- 3,0 %	77,2	- 4,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1	+ 0,0 %	0,2	+ 3,3 %	11,7	+ 11,2 %
CE	Industrie chimique	38	+ 0,0 %	2,2	- 11,1 %	118,2	- 12,4 %
CF	Industrie pharmaceutique	4	+ 33,3 %	0,5	- 3,7 %	21,9	- 1,0 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	84	- 2,3 %	1,3	+ 9,3 %	62,2	+ 17,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	168	+ 0,0 %	2,5	+ 0,6 %	111,9	- 5,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	39	- 7,1 %	0,4	- 6,1 %	17,6	- 5,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	37	+ 2,8 %	1,1	+ 47,1 %	52,2	+ 84,8 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	62	- 1,6 %	1,8	+ 0,9 %	79,9	+ 3,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	20	- 9,1 %	4,3	+ 1,6 %	283,4	+ 5,5 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	296	+ 0,7 %	3,7	+ 7,1 %	159,8	+ 6,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	57	+ 3,6 %	7,6	+ 18,7 %	469,4	+ 10,9 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	145	+ 3,6 %	4,2	+ 3,6 %	158,4	+ 3,3 %
FZ	Construction	8 243	+ 7,6 %	54,4	+ 9,0 %	1 351,4	+ 9,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	9 329	+ 0,6 %	80,4	+ 0,4 %	2 749,5	+ 1,4 %
HZ	Transports et entreposage	3 335	+ 5,8 %	87,9	+ 4,1 %	3 958,7	+ 5,5 %
IZ	Hébergement et restauration	3 740	+ 3,2 %	24,6	+ 3,9 %	504,2	+ 4,2 %
JA	Édition et Audiovisuel	580	- 4,0 %	6,8	+ 1,0 %	336,6	- 1,2 %
JB	Télécommunications	219	+ 5,3 %	5,4	- 30,8 %	293,2	- 38,3 %
JC	Activités informatiques	835	+ 7,2 %	13,0	+ 3,5 %	659,5	+ 6,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 187	+ 0,4 %	24,7	+ 2,4 %	1 327,3	+ 4,1 %
LZ	Activités immobilières	906	- 1,0 %	6,6	- 2,1 %	211,2	- 0,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 996	+ 6,2 %	23,0	+ 4,1 %	1 155,6	+ 1,5 %
MB	Recherche et développement	29	- 9,4 %	1,6	+ 0,1 %	91,1	+ 5,6 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	559	+ 3,1 %	5,2	- 2,3 %	209,8	- 2,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 459	+ 0,9 %	75,2	+ 5,7 %	1 686,6	+ 6,9 %
OZ	Administration publique	67	+ 3,1 %	7,9	- 0,2 %	310,5	+ 0,2 %
PZ	Enseignement	645	- 2,0 %	6,6	- 2,8 %	185,4	- 2,1 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 081	+ 1,7 %	11,1	+ 1,9 %	352,4	+ 5,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	729	+ 6,1 %	19,9	+ 3,1 %	445,9	+ 4,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 233	+ 2,5 %	6,0	- 0,5 %	166,5	+ 9,4 %
SZ	Autres activités de services	2 198	+ 1,7 %	12,0	+ 2,2 %	298,0	+ 3,5 %
	Industrie	2 061	+ 1,1 %	40,8	+ 6,2 %	1 869,6	+ 5,5 %
	Construction	8 243	+ 7,6 %	54,4	+ 9,0 %	1 351,4	+ 9,6 %
	Tertiaire	31 928	+ 2,1 %	417,8	+ 2,2 %	14 942,1	+ 2,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	31 729	+ 2,0 %	408,0	+ 2,1 %	14 671,8	+ 2,3 %
	Intérim	199	+ 10,6 %	9,8	+ 5,4 %	270,2	+ 9,6 %

Source : Urssaf - Acooss



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 33,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	7,3	7,2	- 1,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	3,3	3,5	+ 4,7 %
CC	Bois et papier	1,4	1,4	+ 1,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 2,5 %
CE	Industrie chimique	0,6	0,5	- 14,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	+ 9,7 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	- 15,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,7	0,7	+ 10,1 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,1	0,1	- 27,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	- 8,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,4	0,5	+ 13,1 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,6	0,7	+ 29,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,3	1,4	+ 7,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,6	0,7	+ 18,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,5	1,9	+ 22,2 %
FZ	Construction	58,6	64,6	+ 10,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	53,2	51,3	- 3,5 %
HZ	Transports et entreposage	42,6	42,0	- 1,4 %
IZ	Hébergement et restauration	114,0	110,5	- 3,1 %
JA	Édition et audiovisuel	123,0	116,0	- 5,7 %
JB	Télécommunications	1,4	1,3	- 4,5 %
JC	Activités informatiques	4,4	4,3	- 1,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	5,5	5,5	+ 1,3 %
LZ	Activités immobilières	4,8	4,1	- 16,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	10,4	11,1	+ 6,5 %
MB	Recherche et développement	0,4	0,4	- 6,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	7,8	6,6	- 14,9 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	579,7	619,2	+ 6,8 %
OZ	Administration publique	10,7	10,5	- 2,3 %
PZ	Enseignement	12,7	12,3	- 2,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	23,8	33,9	+ 42,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	48,2	50,6	+ 5,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	84,1	73,6	- 12,5 %
SZ	Autres activités de services	9,8	10,3	+ 4,4 %
	Activités diverses et non classées	0,4	0,1	- 73,5 %
	<b>TOTAL</b>	<b>1 214,0</b>	<b>1 247,3</b>	<b>+ 2,7 %</b>
	Industrie	18,4	19,2	+ 4,0 %
	Construction	58,6	64,6	+ 10,1 %
	Tertiaire	1 137,0	1 163,5	+ 2,3 %
	Dont Tertiaire hors intérim	709,0	705,1	- 0,5 %
	Intérim	428,0	458,4	+ 7,1 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acofos

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 0,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,6	2,8	+ 8,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	2,5	2,7	+ 7,0 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	+ 9,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	+ 6,9 %
CE	Industrie chimique	0,2	0,2	- 26,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	+ 89,5 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,1	0,1	- 0,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,4	+ 1,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,1	0,0	- 27,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	- 18,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,3	+ 7,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,6	+ 35,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,8	0,8	+ 2,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz,,,	0,3	0,4	+ 17,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,9	1,2	+ 37,3 %
FZ	Construction	39,1	45,2	+ 15,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	24,7	24,1	- 2,6 %
HZ	Transports et entreposage	19,0	20,6	+ 8,4 %
IZ	Hébergement et restauration	17,7	18,4	+ 3,9 %
JA	Édition et audiovisuel	1,5	1,3	- 9,0 %
JB	Télécommunications	0,9	0,9	+ 3,1 %
JC	Activités informatiques	2,9	3,0	+ 4,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,8	2,9	+ 1,3 %
LZ	Activités immobilières	1,3	1,2	- 10,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,9	6,6	+ 12,4 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,2	- 11,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,8	1,8	+ 1,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	20,4	22,2	+ 9,2 %
OZ	Administration publique	1,0	0,9	- 8,2 %
PZ	Enseignement	1,1	1,1	- 3,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	3,0	3,3	+ 11,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,1	4,3	+ 4,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	2,1	1,6	- 22,1 %
SZ	Autres activités de services	3,1	3,2	+ 1,8 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 12,9 %
	<b>TOTAL</b>	<b>161,7</b>	<b>172,8</b>	<b>+ 6,9 %</b>
	Industrie	8,9	9,8	+ 10,1 %
	Construction	39,1	45,2	+ 15,4 %
	Tertiaire	113,6	117,8	+ 3,7 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



# Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	583,7
Réduction salariale heures supplémentaires	36,0
Déduction patronale heures supplémentaires	10,5
Aide à domicile	7,5
Contrat d'apprentissage secteur privé	6,6
Jeunes entreprises innovantes	4,8
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	2,8
Contrat d'apprentissage secteur public	2,6
Exonération sur compte épargne temps	2,4
Zones franches urbaines	1,2
Autres	4,3
<b>TOTAL DES EXONÉRATIONS</b>	<b>662,4</b>

Source : Urssaf - Acoiss

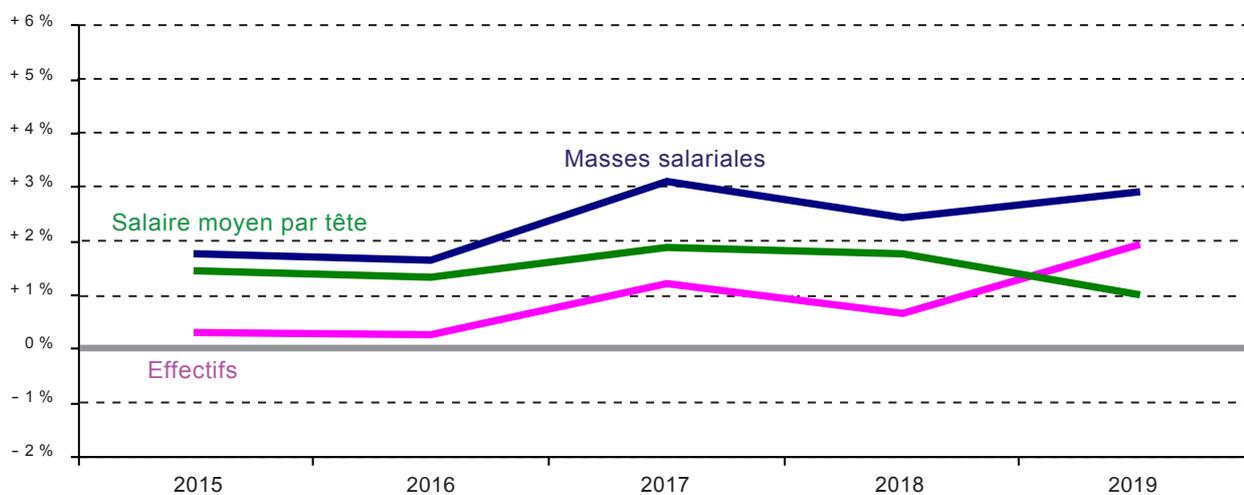


## Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	14 335,5	+ 1,8 %	+ 1,6 %	+ 3,1 %	+ 2,4 %	+ 2,9 %	+ 12,5 %
Effectifs salariés (en milliers)	411,1	+ 0,3 %	+ 0,3 %	+ 1,2 %	+ 0,7 %	+ 1,9 %	+ 4,5 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 906	+ 1,5 %	+ 1,3 %	+ 1,9 %	+ 1,8 %	+ 1,0 %	+ 7,7 %
Établissements	35 095	+ 0,8 %	+ 0,7 %	+ 0,5 %	+ 1,4 %	+ 1,5 %	+ 5,0 %

Source : Urssaf - Acoiss

### Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	7	+ 0,0 %	0,1	- 0,7 %	4,4	- 7,2 %
CA	Industries agro-alimentaires	595	+ 1,2 %	6,2	+ 3,5 %	200,2	+ 2,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	58	+ 11,5 %	0,3	- 3,4 %	8,5	- 4,3 %
CC	Bois et papier	102	- 9,7 %	1,1	- 4,9 %	46,6	- 3,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	23	+ 0,0 %	1,2	+ 5,4 %	61,8	+ 6,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	10	- 16,7 %	2,6	- 1,9 %	118,8	- 1,4 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	78	- 6,0 %	1,3	+ 0,6 %	55,2	+ 3,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	122	- 6,9 %	1,7	- 4,6 %	65,6	- 3,7 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	52	+ 2,0 %	3,0	+ 5,2 %	177,1	+ 7,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	29	- 3,3 %	0,7	+ 3,1 %	34,2	+ 11,0 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	48	- 5,9 %	1,6	- 1,2 %	83,8	+ 0,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	15	+ 0,0 %	1,8	+ 1,4 %	104,7	+ 2,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	314	- 4,3 %	5,4	+ 0,0 %	269,4	+ 3,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	31	- 11,4 %	1,2	+ 0,2 %	47,0	- 4,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	110	+ 2,8 %	3,5	+ 6,1 %	111,0	+ 7,9 %
FZ	Construction	5 062	+ 4,4 %	42,2	+ 4,7 %	1 269,0	+ 4,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 045	+ 0,4 %	81,2	+ 1,3 %	3 121,7	+ 2,7 %
HZ	Transports et entreposage	1 858	+ 4,5 %	43,1	+ 0,4 %	1 615,1	+ 1,3 %
IZ	Hébergement et restauration	3 090	+ 3,2 %	21,3	+ 4,1 %	434,5	+ 4,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	396	+ 2,6 %	3,2	- 0,5 %	153,9	+ 0,5 %
JB	Télécommunications	103	+ 0,0 %	2,7	- 8,1 %	122,3	- 6,9 %
JC	Activités informatiques	1 069	+ 10,8 %	9,9	+ 11,9 %	476,3	+ 10,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 316	+ 0,5 %	25,1	- 0,5 %	1 330,1	+ 0,4 %
LZ	Activités immobilières	1 082	+ 0,5 %	6,0	- 0,4 %	214,9	+ 2,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 521	+ 3,5 %	21,2	+ 3,9 %	1 130,5	+ 6,5 %
MB	Recherche et développement	63	+ 1,6 %	2,0	+ 1,5 %	119,4	+ 3,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	567	- 0,5 %	3,8	+ 4,3 %	132,7	+ 6,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 721	- 2,4 %	59,6	+ 2,5 %	1 351,4	+ 3,0 %
OZ	Administration publique	34	- 2,9 %	3,7	- 4,7 %	126,4	- 4,1 %
PZ	Enseignement	587	+ 0,7 %	7,4	- 1,7 %	179,9	+ 2,1 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 181	- 0,7 %	12,3	- 0,4 %	396,9	+ 2,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	749	+ 4,2 %	19,1	+ 1,0 %	416,9	+ 2,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 186	+ 1,3 %	6,2	+ 5,3 %	137,9	+ 3,5 %
SZ	Autres activités de services	2 060	- 0,7 %	9,4	+ 0,6 %	217,0	+ 2,4 %
	Industrie	1 594	- 2,0 %	31,6	+ 1,5 %	1 388,5	+ 2,7 %
	Construction	5 062	+ 4,4 %	42,2	+ 4,7 %	1 269,0	+ 4,4 %
	Tertiaire	28 439	+ 1,2 %	337,3	+ 1,6 %	11 677,9	+ 2,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	28 250	+ 1,2 %	329,5	+ 1,7 %	11 459,6	+ 2,8 %
	Intérim	189	+ 3,3 %	7,8	- 0,1 %	218,3	+ 3,9 %

Source : Urssaf - Acooss



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 50,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	4,3	4,7	+ 9,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,2	0,2	+ 11,9 %
CC	Bois et papier	0,3	0,2	- 28,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,2	- 13,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,6	0,5	- 1,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 13,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,5	- 2,8 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,5	0,6	+ 23,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	- 4,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,3	- 9,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,5	0,3	- 45,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,4	1,6	+ 18,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,2	+ 26,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,4	1,3	- 4,6 %
FZ	Construction	24,3	28,5	+ 17,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	47,0	46,3	- 1,5 %
HZ	Transports et entreposage	23,1	25,4	+ 10,2 %
IZ	Hébergement et restauration	60,1	59,7	- 0,6 %
JA	Édition et audiovisuel	20,1	21,1	+ 4,9 %
JB	Télécommunications	0,6	0,6	- 1,1 %
JC	Activités informatiques	3,6	3,9	+ 7,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	5,3	5,6	+ 6,0 %
LZ	Activités immobilières	2,3	2,2	- 5,6 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	18,4	13,7	- 25,4 %
MB	Recherche et développement	0,7	0,6	- 18,5 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4,8	4,7	- 3,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	444,0	447,9	+ 0,9 %
OZ	Administration publique	10,0	10,0	+ 0,1 %
PZ	Enseignement	12,2	10,1	- 17,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	19,6	41,9	+ 114,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	75,7	80,8	+ 6,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	54,3	54,6	+ 0,6 %
SZ	Autres activités de services	8,7	8,6	- 1,6 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 8,7 %
	<b>TOTAL</b>	<b>845,4</b>	<b>877,2</b>	<b>+ 3,8 %</b>
	Industrie	10,8	11,2	+ 3,5 %
	Construction	24,3	28,5	+ 17,5 %
	Tertiaire	810,4	837,5	+ 3,3 %
	Dont Tertiaire hors intérim	547,7	595,9	+ 8,8 %
	Intérim	262,6	241,6	- 8,0 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acooss

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 125,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,4	2,6	+ 10,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 41,5 %
CC	Bois et papier	0,2	0,1	- 42,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	- 16,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,3	0,3	+ 3,6 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	- 2,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	- 10,5 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,4	+ 29,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 0,0 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	- 5,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,2	- 53,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,7	0,9	+ 21,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 47,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,8	0,6	- 24,1 %
FZ	Construction	15,6	18,2	+ 17,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	19,3	19,7	+ 1,8 %
HZ	Transports et entreposage	11,0	11,9	+ 8,4 %
IZ	Hébergement et restauration	13,1	14,7	+ 11,7 %
JA	Édition et audiovisuel	0,6	0,6	+ 2,3 %
JB	Télécommunications	0,4	0,4	+ 3,1 %
JC	Activités informatiques	2,7	3,0	+ 7,8 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,2	2,2	- 0,5 %
LZ	Activités immobilières	1,3	1,1	- 16,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,6	5,6	+ 0,0 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,2	+ 1,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,0	0,9	- 5,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	14,3	16,0	+ 11,6 %
OZ	Administration publique	0,8	0,8	+ 0,5 %
PZ	Enseignement	1,3	1,4	+ 7,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,6	2,8	+ 7,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,2	4,4	+ 5,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	2,1	1,4	- 33,1 %
SZ	Autres activités de services	3,0	3,1	+ 5,6 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 25,0 %
	<b>TOTAL</b>	<b>107,4</b>	<b>114,6</b>	<b>+ 6,6 %</b>
	Industrie	6,1	6,1	+ 0,1 %
	Construction	15,6	18,2	+ 17,1 %
	Tertiaire	85,8	90,2	+ 5,2 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



# Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	426,5
Réduction salariale heures supplémentaires	37,0
Déduction patronale heures supplémentaires	10,9
Aide à domicile	7,9
Contrat d'apprentissage secteur privé	6,3
Jeunes entreprises innovantes	6,2
Maîtres et documentalistes enseignement privé	3,9
Contrat d'apprentissage secteur public	2,1
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	1,9
Exonération sur compte épargne temps	1,6
Autres	3,2
<b>TOTAL DES EXONÉRATIONS</b>	<b>507,5</b>

Source : Urssaf - AcoSS

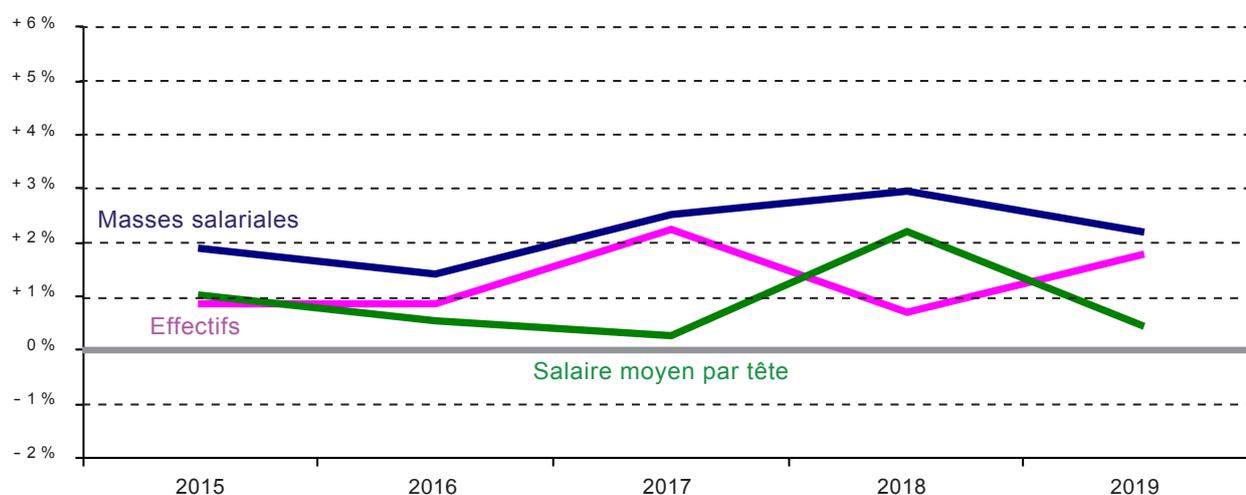


## Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2019	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2019/2015
		2015	2016	2017	2018	2019	
Masse salariale (en millions d'€)	9 320,4	+ 1,9 %	+ 1,4 %	+ 2,5 %	+ 2,9 %	+ 2,2 %	+11,5 %
Effectifs salariés (en milliers)	300,4	+ 0,9 %	+ 0,9 %	+ 2,2 %	+ 0,7 %	+ 1,8 %	+ 6,6 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 585	+ 1,0 %	+ 0,6 %	+ 0,3 %	+ 2,2 %	+ 0,5 %	+ 4,6 %
Établissements	27 965	+ 1,7 %	+ 1,0 %	+ 1,3 %	+ 2,4 %	+ 2,6 %	+ 9,3 %

Source : Urssaf - Acoiss

### Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf - Acoiss

## Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	9	+ 0,0 %	0,1	+ 0,5 %	4,7	+ 4,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	461	+ 0,0 %	3,1	+ 1,9 %	71,6	+ 4,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	32	- 3,0 %	0,6	+ 7,5 %	24,4	+ 6,3 %
CC	Bois et papier	131	+ 3,1 %	1,4	- 3,4 %	49,5	- 0,7 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1	+ 0,0 %	0,2	- 9,2 %	22,9	- 17,6 %
CE	Industrie chimique	53	- 3,6 %	3,1	+ 1,0 %	134,3	+ 0,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	7	+ 0,0 %	0,5	+ 3,9 %	20,8	+ 5,1 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	86	- 2,3 %	2,2	- 13,0 %	118,8	- 8,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	260	- 6,5 %	4,0	- 1,6 %	154,2	+ 0,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	50	+ 0,0 %	2,7	+ 0,1 %	144,8	+ 2,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	44	- 2,2 %	1,5	- 1,0 %	74,9	- 0,8 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	76	- 5,0 %	1,6	- 5,6 %	75,4	- 3,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	34	+ 0,0 %	3,4	- 1,6 %	171,2	- 0,5 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	327	- 3,5 %	5,5	+ 0,1 %	240,7	- 0,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	22	+ 10,0 %	1,3	- 3,3 %	51,1	- 0,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	111	+ 8,8 %	2,6	+ 2,2 %	79,3	+ 4,0 %
FZ	Construction	4 913	+ 5,8 %	31,9	+ 8,1 %	865,7	+ 8,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	5 995	+ 0,8 %	56,7	+ 1,3 %	1 922,0	+ 2,3 %
HZ	Transports et entreposage	1 878	+ 5,4 %	37,4	+ 3,0 %	1 251,9	+ 2,5 %
IZ	Hébergement et restauration	2 287	+ 3,6 %	18,8	+ 4,9 %	409,1	+ 5,8 %
JA	Édition et Audiovisuel	145	+ 4,3 %	0,7	+ 1,3 %	27,2	- 0,9 %
JB	Télécommunications	125	+ 4,2 %	1,4	- 0,0 %	40,9	+ 4,0 %
JC	Activités informatiques	686	+ 10,8 %	7,3	+ 2,2 %	409,0	+ 2,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	996	+ 1,1 %	6,5	- 2,4 %	300,6	- 2,1 %
LZ	Activités immobilières	694	+ 2,4 %	3,1	- 4,0 %	101,5	- 2,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 832	+ 6,8 %	10,1	+ 3,4 %	427,5	+ 3,8 %
MB	Recherche et développement	18	+ 5,9 %	0,2	+ 1,3 %	12,3	- 1,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	390	+ 3,2 %	2,8	+ 1,2 %	94,7	- 0,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 028	- 1,6 %	44,7	- 0,6 %	915,6	- 0,2 %
OZ	Administration publique	28	- 3,4 %	2,3	- 6,1 %	74,5	- 3,4 %
PZ	Enseignement	544	- 0,9 %	6,1	+ 4,1 %	167,4	+ 2,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	827	- 0,8 %	7,8	+ 0,3 %	230,9	+ 3,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	600	+ 5,4 %	16,9	+ 2,7 %	374,1	+ 4,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	861	+ 0,2 %	4,4	+ 1,1 %	108,8	+ 3,6 %
SZ	Autres activités de services	1 623	+ 0,9 %	7,2	- 0,7 %	148,1	- 0,2 %
	Industrie	1 704	- 1,4 %	34,0	- 1,3 %	1 438,5	- 0,6 %
	Construction	4 913	+ 5,8 %	31,9	+ 8,1 %	865,7	+ 8,5 %
	Tertiaire	21 348	+ 2,2 %	234,5	+ 1,4 %	7 016,2	+ 2,1 %
	Dont Tertiaire hors intérim	21 139	+ 2,2 %	224,2	+ 1,9 %	6 750,1	+ 2,5 %
	Intérim	209	+ 0,0 %	10,3	- 7,5 %	266,1	- 6,0 %

Source : Urssaf - Acooss



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

## Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	+ 22,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,8	3,0	+ 7,5 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 36,0 %
CC	Bois et papier	0,4	0,3	- 10,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,5	0,6	+ 21,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	+ 42,7 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	+ 19,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1,0	0,9	- 2,0 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,5	0,5	- 11,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,3	0,4	+ 24,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,4	0,3	- 24,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,5	0,5	- 11,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,6	1,8	+ 10,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,2	+ 30,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,7	1,0	+ 39,1 %
FZ	Construction	25,6	28,9	+ 13,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	37,7	37,7	- 0,1 %
HZ	Transports et entreposage	21,7	23,7	+ 9,4 %
IZ	Hébergement et restauration	67,3	89,8	+ 33,5 %
JA	Édition et audiovisuel	1,6	1,6	- 0,1 %
JB	Télécommunications	0,5	0,7	+ 20,1 %
JC	Activités informatiques	1,9	2,0	+ 4,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,6	1,7	+ 2,8 %
LZ	Activités immobilières	3,6	3,6	- 0,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	4,8	5,4	+ 14,1 %
MB	Recherche et développement	0,0	0,1	+ 74,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,8	2,3	+ 32,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	566,9	477,6	- 15,7 %
OZ	Administration publique	14,7	15,8	+ 7,3 %
PZ	Enseignement	7,6	9,1	+ 19,8 %
QA	Activités pour la santé humaine	31,7	35,5	+ 11,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	47,6	52,4	+ 10,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	52,1	53,7	+ 3,1 %
SZ	Autres activités de services	7,6	7,7	+ 1,2 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 3,5 %
	<b>TOTAL</b>	<b>905,6</b>	<b>859,3</b>	<b>- 5,1 %</b>
	Industrie	9,3	10,0	+ 8,1 %
	Construction	25,6	28,9	+ 13,0 %
	Tertiaire	870,8	820,4	- 5,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	348,8	389,0	+ 11,5 %
	Intérim	521,9	431,4	- 17,4 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acooss

## Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 6,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,5	1,7	+ 8,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	+ 61,8 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 5,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,3	+ 35,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,1	+ 46,5 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	+ 6,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,5	+ 7,7 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,4	0,3	- 8,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	+ 11,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	- 21,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,3	- 18,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,7	1,0	+ 42,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	+ 51,9 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,4	0,6	+ 49,0 %
FZ	Construction	16,6	18,9	+ 13,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	14,8	15,2	+ 3,2 %
HZ	Transports et entreposage	8,6	9,6	+ 11,8 %
IZ	Hébergement et restauration	11,9	13,3	+ 11,8 %
JA	Édition et audiovisuel	0,2	0,2	+ 0,6 %
JB	Télécommunications	0,3	0,4	+ 22,5 %
JC	Activités informatiques	1,4	1,4	+ 1,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	0,8	0,9	+ 25,3 %
LZ	Activités immobilières	0,8	0,7	- 9,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2,6	3,2	+ 22,1 %
MB	Recherche et développement	0,0	0,0	+135,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	1,1	+ 30,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	11,3	10,1	- 10,6 %
OZ	Administration publique	0,8	0,7	- 12,9 %
PZ	Enseignement	0,9	0,9	+ 3,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,4	2,4	- 0,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	3,3	3,6	+ 10,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,2	1,1	- 5,6 %
SZ	Autres activités de services	2,2	2,2	+ 1,1 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 14,3 %
	<b>TOTAL</b>	<b>85,8</b>	<b>91,7</b>	<b>+ 6,9 %</b>
	Industrie	5,1	5,8	+ 14,3 %
	Construction	16,6	18,9	+ 13,6 %
	Tertiaire	64,1	67,0	+ 4,6 %

(en milliers)

Source : Urssaf - Acoff



# Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	376,2
Réduction salariale heures supplémentaires	28,4
Déduction patronale heures supplémentaires	8,4
Aide à domicile	6,3
Contrat d'apprentissage secteur privé	4,6
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	2,2
Contrat d'apprentissage secteur public	0,9
Jeunes entreprises innovantes	0,7
Exonération sur compte épargne temps	0,6
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (ACCRE)	0,5
Autres	1,5
<b>TOTAL DES EXONÉRATIONS</b>	<b>430,3</b>

Source : Urssaf - Acoiss



# Nos publications statistiques

L'Urssaf Ile-de-France publie tout au long de l'année des données statistiques détaillées et mises à jour. Ces parutions sont consultables sur notre blog : [www.blog.paris.urssaf.fr/](http://www.blog.paris.urssaf.fr/)

**N° 126**

**Le baromètre Urssaf**

Suivi de la conjoncture économique du secteur privé

► Ile-de-France

Juin 2020

**L'emploi trébuché en Ile-de-France au 1<sup>er</sup> trimestre**

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'emploi salarié privé en Ile-de-France affiche une baisse trimestrielle de 2,1 %, du fait des conséquences de la crise sanitaire qui touche dès le mi-mars 2020 l'ensemble des secteurs. Ainsi, il est observé une baisse de plus de 103 600 emplois durant ces trois derniers mois. L'observation des données de l'emploi, quinze jours après le début du confinement, met principalement en avant les conséquences négatives de cette période pour les salariés détenteurs de contrats précaires. L'intérim concentre ainsi la moitié de la chute de l'emploi avec un repli trimestriel de 39,5 %. Le chômage partiel et les arrêts maladies facilités par les pouvoirs publics ont, dans le même temps, assuré le maintien de l'emploi pour les salariés en contrat à durée indéterminée.

Sur un an, le niveau d'emploi francilien affiche une diminution de 36 600 salariés (soit - 0,8 %). Parallèlement, l'emploi national chute plus lourdement (- 1,6 % sur un an).

La masse salariale en Ile-de-France diminue de 2,0 % en glissement trimestriel, hors prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, alors que l'impact de la crise sanitaire ne porte que sur les quinze derniers jours de la période. Cependant, le recours aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladies conduit à substituer aux salaires des indemnités non-soumises à cotisations sociales et donc non comptabilisées dans l'assiette salariale, suivie dans cette publication. Les secteurs de la restauration et de l'hébergement, du commerce et de la construction ont notamment eu un recours important à ces dispositifs. Sur un an, la masse salariale cumulée, hors prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, progresse de 2,9 % (+ 1,3 % pour le seul 1<sup>er</sup> trimestre), soit une progression plus importante que celle observée sur le plan national (+ 2,4 %).

**Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France**

**Évolution annuelle de la DPAAE à fin avril 2020**

Nombre total de DPAAE (hors intérim) (sur 12 mois glissants)	- 5,0 %
Nombre total de DPAAE (hors intérim) (sur 3 mois glissants)	- 35,6 %
Nombre de CDI (sur 12 mois glissants)	- 5,4 %
Nombre de CDD de plus d'un mois (sur 12 mois glissants)	- 6,7 %
Nombre de CDD de moins d'un mois (sur 12 mois glissants)	- 4,6 %
Nombre de DPAAE en CDI (sur 12 mois glissants)	1 301 404

**Évolution annuelle à fin mars 2020**

Effectifs salariés	- 0,8 %
Salaires Moyen Par Tête	+ 0,5 %
Niveau des effectifs privés (données dépersonnalisées)	4 766 070

**Évolution annuelle du 1<sup>er</sup> trimestre 2020**

Assiette salariale	+ 1,3 %
--------------------	---------

Source : Urssaf - Accos

**Chiffre clé**

**131 000** Nombre de DPAAE en moins pour les CDI et CDD de + d'1 mois en avril 2020 par rapport à avril 2019

L'Urssaf Ile-de-France, observatoire statistique régional

Au fil des formalités remplies par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, les Urssaf collectent des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Ile-de-France est comptable auprès des acteurs économiques installés dans la région. En 2019, elle a collecté 117 milliards d'euros de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.

**Le baromètre Urssaf** présente l'évolution de la conjoncture en Ile-de-France, à travers les principaux indicateurs clés du recouvrement : taux d'impayés, demandes de délais de paiement, déclarations préalables à l'embauche, etc. Le baromètre Urssaf est publié chaque mois sous forme de lettre électronique.

Pour vous abonner, écrivez à : [stats.idf@urssaf.fr](mailto:stats.idf@urssaf.fr)

**StatUR**

Conjoncture n°35

1<sup>er</sup> trimestre 2020

► Ile-de-France

**Baisse marquée de l'emploi en Ile-de-France au 1<sup>er</sup> trimestre**

Au 1<sup>er</sup> trimestre<sup>(1)</sup>, l'emploi salarié privé en Ile-de-France affiche une baisse trimestrielle de 2,1 %, du fait des conséquences de la crise sanitaire qui touche dès fin mars 2020 l'ensemble des secteurs. Sur un an, l'emploi diminue de 0,8 %. Cette baisse est principalement celle de l'intérim et dans une moindre mesure des activités récréatives et de l'audiovisuel.

(1) données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents.

**CHIFFRES CLÉS**

**- 2,1 %** de baisse trimestrielle de l'emploi privé en Ile-de-France

**36 600 emplois** détruits sur un an dans la région.

**L'intérim explique la moitié des destructions d'emplois franciliens ce trimestre**

Plus de 103 600 emplois ont été détruits durant ces trois mois (- 2,1 % par rapport au trimestre précédent). La crise sanitaire met fin à 21 trimestres de progression de l'emploi. L'emploi francilien réalise un peu mieux que l'emploi national au cours de ce trimestre (- 2,6 %).

L'observation des données de l'emploi, quinze jours après le début du confinement, met principalement en avant les conséquences négatives de cette période pour les salariés qui travaillaient avec des contrats précaires. L'intérim explique ainsi la moitié de la chute de l'emploi avec un repli trimestriel de 39,5 %. Le tertiaire hors intérim (- 1,2 %), la construction (- 1,0 %) et l'industrie (- 0,4 %) affichent, pour le moment, des pertes d'emplois plus modestes.

Le chômage partiel et les arrêts maladies facilités par les pouvoirs publics ont, dans le même temps, assuré le maintien de l'emploi pour les salariés détenteurs d'un contrat à durée indéterminée.

**Carte : emploi salarié et salaire moyen par tête par département en glissement annuel (CA)**

**Légende : département**  
CA emploi / CA SMT\*

Source : Urssaf - Accos

**Tableau 1 : masse salariale et emploi salarié du secteur privé**

	En (trimestre)	3 <sup>1</sup> T 2020	3 <sup>1</sup> T 2019	3 <sup>1</sup> T 2020	3 <sup>1</sup> T 2019
Masse salariale (en millions d'euros)	48 800	+ 1,3 %	+ 0,5 %	- 2,0 %	+ 1,3 %
Emploi (en milliers)	4 766	+ 0,5 %	+ 0,5 %	- 2,1 %	+ 0,8 %
Salaires moyen par tête mensuel (en €)	3 262	+ 0,5 %	+ 0,0 %	- 1,9 %	+ 0,0 %
Masse salariale (en millions d'euros)	146 454	+ 0,9 %	+ 0,7 %	- 2,9 %	- 0,1 %
Emploi (en milliers)	149 901	+ 0,9 %	+ 0,7 %	- 2,6 %	+ 1,3 %
Salaires moyen par tête mensuel (en €)	18 544	+ 0,2 %	+ 0,5 %	- 2,6 %	- 1,6 %
Emploi (en milliers)	2 654	+ 0,7 %	+ 0,3 %	- 2,9 %	+ 1,0 %
Salaires moyen par tête mensuel (en €)	2 612	+ 0,7 %	+ 0,3 %	- 2,5 %	- 2,1 %

\* compris prime exceptionnelle de pouvoir d'achat instaurée par la loi du 21 décembre 2019 portant sur les mesures d'urgence économiques et sociales.

Source : Urssaf - Accos

**AVERTISSEMENT** : le champ et les sources de l'intérim (Dares) ont évolué. Plus d'informations dans l'Accos Stats 307 disponible sur [www.accos.fr](http://www.accos.fr). De plus, la mise en oeuvre de la déclaration sociale nominative (DSN) progressive, ainsi que le relance de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associés, pourraient conduire à des révisions plus importantes durant la phase de montée en charge.

Conjoncture N°35 / Juin 2020

**StatUR Ile-de-France conjoncture** revient chaque trimestre sur les évolutions de la masse salariale, de l'emploi et du salaire moyen, détaillées par secteur d'activité et par département.

**URSSAF**  
Ile-de-France  
Octobre 2018

**Emploi dans le secteur de la construction en Ile-de-France**

Après une année positive pour la construction, les derniers indicateurs indiquent une progression toujours dynamique des mises en chantier et des permis de construire au niveau régional. Comment l'emploi privé francilien dans la construction réagit-il à cette amélioration de la conjoncture ? Zoom sur un secteur stratégique de l'économie régionale.

Un secteur qui croît plus vite que la moyenne en Ile-de-France

Le secteur de la construction représente 8,3 % (+0,1 point en un an + 0,2 point en deux ans) des effectifs franciliens du secteur privé, soit un peu plus de 297 000 salariés. Les effectifs salariés augmentent ainsi vite que la moyenne de la région. Les travaux de construction spécialisés représentent la majeure partie des effectifs (89,4 %), notamment du fait de la part importante des travaux d'installation électrique et de plomberie (26,6 % du total). La construction de bâtiments (17,8 %) et le génie civil (12,8 %) constituent les deux autres branches de ce secteur. Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, le secteur de la construction représente 10,5 % des déclarations prétabliées à l'embauche (DPAE) en CDI en Ile-de-France. Certes, ce ratio est en légère diminution sur un an mais il reste largement supérieur à la part des effectifs salariés.

Une progression très dynamique de l'emploi

À l'exception d'un trimestre, l'emploi francilien dans le secteur de la construction progresse trimestre après trimestre. Le rythme de création d'emplois est même en accélération sur le dernier trimestre connu. Cette tendance se traduit par une hausse des effectifs de 3,3 % sur un an, établissant ainsi le nouveau niveau d'emploi record dans le secteur.

Le secteur gagne donc 9 600 salariés en Ile-de-France sur un an, alors que dans le même temps, 21 400 postes ont été créés en province. La croissance soutenue du secteur en région parisienne s'inscrit ainsi dans une dynamique nationale. Rappelons que l'Ile-de-France représente 21,0 % des embauches nationales du secteur.

Dans la région, les trois branches du secteur ont gagné de l'emploi sur un

an. Ainsi, le génie civil et la construction de bâtiments affichent, tous deux, une progression de 4,2 % sur un an, tandis que les travaux de construction spécialisés (+3,0 %) attestent également d'une dynamique de l'emploi. Parallèlement, la masse salariale de l'ensemble du secteur évolue positivement (+5,2 % sur un an cumulé), sous le coup notamment de la construction de bâtiments.

L'évolution de la structure de l'emploi tire le salaire moyen par tête (SMPT) vers le haut

Pour la seconde année, le SMPT évolue de façon significative +3,2 % sur

soit 2 658 € brut. Cette hausse s'explique avant tout par un effet de structure : il y a eu plus de postes créés dans les secteurs les mieux rémunérés. À cela s'ajoute la forte progression du SMPT dans la construction de bâtiments. Ces évolutions modifient leur écart entre les branches. Ainsi, le SMPT du génie civil demeure le plus élevé, à 3 388 € même si l'écart avec la construction de bâtiments (3 087 €) se réduit. La différence demeure ainsi élevée avec le SMPT dans les travaux de construction spécialisés qui s'établit à 2 423 €. Rappelons que les différences de SMPT entre les trois branches s'expliquent avant tout par des niveaux de qualification moyens et des tailles moyennes d'entreprises différentes.

**Fluctuation des effectifs salariés sur cinq ans**

**Masses salariales, effectifs, établissements et salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur de la construction à fin juin 2018**

	Masse salariale	Effectifs	Evolution 2018/2017	Evolution 2018/2016
<b>Construction de bâtiments</b>	252 376	222 111	+7,2%	+13,5%
Effectifs	252 376	222 111	+7,2%	+13,5%
<b>Génie civil</b>	35 376	31 111	+2,2%	+4,3%
Effectifs	35 376	31 111	+2,2%	+4,3%
<b>Travaux de construction spécialisés</b>	9 248	43 778	+3,0%	+5,1%
Effectifs	9 248	43 778	+3,0%	+5,1%
<b>TOTAL</b>	296 999	267 000	+5,2%	+9,9%
Effectifs	296 999	267 000	+5,2%	+9,9%
SMPT	2 658	2 658	+3,2%	+8,8%

(1) en millions d'euros  
(2) comparateur sur une année glissante pour le masse salariale  
(3) nombre d'établissements du secteur  
Sources : Urssaf - Acofos

**AVERTISSEMENT** L'introduction depuis mars 2015 de la Déclaration sociale nominative (DSN), qui se substitue notamment au baromètre d'effectifs de cotisations, modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La mise en oeuvre progressive du nouveau dispositif, ainsi que le choix de traitement statistique des effectifs salariés associés, pourraient conduire à des variations plus importantes durant la phase de montée en charge.

## Les fiches sectorielles

Ces fiches traitent des secteurs d'activité sensibles ou liés à l'activité économique de la région.

**URSSAF**  
Ile-de-France  
Juin 2019

**Déclarations d'embauche en Ile-de-France Bilan 2019**

L'année 2019 est marquée par une nouvelle hausse des déclarations d'embauche en Ile-de-France, avec une progression de 2,8 % par rapport à 2018. En outre, cette augmentation concerne tous les types de contrats : ceux à durée indéterminée et à durée déterminée de moins d'un mois affichent des taux de croissance importants alors que la progression de l'intérim demeure plus faible.

Une nouvelle année record pour les embauches

Près de 13 millions de DPAE (déclarations prétabliées à l'embauche), qui regroupent six formalités liées à l'embauche pour tous types de contrats (CDI, CDD, intérim), sont parvenues à l'Urssaf Ile-de-France en 2019. L'année 2019 dépasse ainsi le record de l'année précédente. Depuis la chute enregistrée en 2009, le nombre de DPAE est en augmentation en Ile-de-France pour la dixième année de suite. Ce sont toutefois les contrats les plus précaires, CDD courts et intérim, qui ont connu la plus forte progression sur les dix dernières années.

Avec une augmentation de 2,8 % en 2019 par rapport à l'année précédente, la progression du nombre de DPAE est plus élevée que celle observée entre 2018 et 2017 avec +2,1 %. Mais cette hausse reste inférieure à celle enregistrée entre 2016 et 2017 avec +5,3 %. L'évolution de 2019 correspond à une augmentation de

Evolution des déclarations d'embauche en Ile-de-France par type de contrats

	N° de DPAE en 2019	Evolution 2019/2018	Evolution 2019/2017	Structure
<b>Total des déclarations d'embauche</b>	12 851 684	+ 2,8 %	+ 16,4 %	100,0 %
CDI	1 406 138	+ 4,7 %	+ 31,9 %	10,9 %
CDD de plus d'un mois	908 969	+ 0,9 %	+ 4,1 %	7,1 %
CDD de moins d'un mois	3 076 925	+ 4,5 %	+ 3,9 %	23,9 %
Intérim	4 656 652	+ 0,7 %	+ 25,1 %	36,2 %

355 000 déclarations d'embauche, avec une proportion de celles supérieures à un mois (CDI et CDD longs) représentant un peu plus d'1/10<sup>e</sup> de l'ensemble. Les contrats précaires constituent, de par leur nature, la très grande majorité des contrats conclus en 2019.

Les CDD longs affichent une légère hausse sur un an (+0,9 %) après avoir connu un fort repli l'année précédente (-2,7 %). Le niveau observé en 2019 demeure ainsi inférieur à ceux observés en 2016 ou en 2017. Parallèlement, le nombre d'embauches en CDI s'élève à 1,406 million en 2019, soit une augmentation importante de +4,7 % en un an, après une hausse de +6,5 % et correspondant à 63 500 DPAE de plus.

Les contrats précaires ont des dynamiques différentes pour la seconde année consécutive. D'une part, l'intérim enregistre une faible progression contrairement aux années précédentes avec +0,7 % mais après avoir réalisé +3,6 % en 2018, +10,8 % en 2017 et +8,3 % en 2016. D'autre part, les CDD courts sont en forte hausse avec +4,5 % mais après avoir marqué le pas les années précédentes avec +0,7 % en 2018 et +1,2 % en 2017. L'augmentation du nombre de DPAE n'est pas nécessairement une garantie de créations nettes d'emplois. Des facteurs structurels, comme le nombre de personnes quittant le marché du travail ou le taux de rotation des personnels, peuvent entrainer une hausse des embauches, sans pour autant accroître le niveau d'emploi.

**Evolution des déclarations d'embauche en Ile-de-France en nombre**

Sources : Urssaf - Acofos

## Les fiches thématiques

Ces fiches font des bilans transversaux d'une thématique, telles que les déclarations d'embauche 2019 ou les associations.

**URSSAF**  
Ile-de-France  
Juin 2020

**Le baromètre sectoriel**

Programation Informatique en Ile-de-France

La pénurie de main-d'œuvre qui existe dans l'informatique en France depuis plusieurs années est souvent soulignée par la presse économique. Cette pénurie résulterait d'un effet abondant en postes par rapport au nombre de salariés compétents disponibles.

La région Ile-de-France continue-t-elle néanmoins de créer des postes dans ce domaine ? Zoom sur la composante la plus traditionnelle de l'informatique : la programmation.

L'emploi localisé principalement à Paris et dans les Hauts-de-Seine

Le secteur de la programmation informatique comprend les activités de développement, d'adaptation, de test et de prise en charge de logiciels. Il emploie près de 40 000 salariés en Ile-de-France, soit 0,8 % des effectifs salariés du secteur privé de la région et 47,7 % des effectifs nationaux dans ce secteur. Les établissements de rattachement des salariés sont majoritairement situés à Paris et dans les Hauts-de-Seine (68,8 % des établissements, représentant 81,3 % des effectifs régionaux). Cette répartition est différente de la plupart des activités professionnelles, avec un emploi très concentré au cœur de la région. En effet, l'emploi parisien représente plus de 20 400 salariés, soit 51,1 % des effectifs de la région. Ces entreprises franciliennes emploient en moyenne 10 salariés mais on constate des disparités de taille à l'intérieur de ce secteur. En effet, celui-ci est majoritairement composé de PME (de 10 à 249 salariés) qui emploient 61,9 % des salariés.

L'emploi poursuit sa forte progression

Le nombre de salariés travaillant dans la programmation informatique augmente sur le long terme. Alors qu'avant 2010 l'emploi dans ce secteur était en hausse modérée, la croissance s'est fortement accentuée depuis lors. Les effectifs sont en augmentation de 32,4 % les cinq dernières années, soit près de 13 900 emplois nets créés. Et la dynamique reste la même sur un an : les effectifs sont en hausse de 10,2 %, soit plus de 3 700 salariés. Parallèlement, la masse salariale affiche une progression de 12,5 % sur un an cumulé. Le salaire moyen par tête (SMPT) augmente également avec une croissance annuelle de 2,3 % constatée à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2019, suggérant que les nouvelles embauches ont été réalisées avec des rémunérations plus importantes.

Le poids des embauches en CDI progresse

Le nombre de déclarations prétabliées à l'embauche (DPAE) hors intérim augmente de 11,6 % en 2019. Cette forte hausse s'explique notamment par celle des DPAE en CDI (+15,5 %) dans un secteur où leur nombre global n'est habituellement pas très important. Le poids des CDI dans les DPAE hors intérim progresse en s'établissant à 81,7 %, contre 75,0 % un an plus tôt. Les CDD de moins d'un mois sont en baisse et un niveau très faible, alors que les CDD de plus d'un mois sont en progression de 4,7 %.

Même si cette hausse des CDI est concomitante à la hausse des emplois dans ce secteur, elle marque surtout un accroissement de la mobilité professionnelle à l'intérieur de celui-ci, sur l'année 2019. La programmation informatique demeure un secteur qui embauche surtout des hommes. Ils représentent 65,1 % du total des DPAE hors intérim et 67,0 % des DPAE en CDI, en 2019.

**Fluctuation des effectifs salariés**

**Masses salariales, effectifs, établissements et SMPT dans le secteur de la programmation informatique**

	A fin 2019	Evolution 2019/2018	Evolution 2019/2017
<b>Masses salariales (M)</b>	4 794 114	+12,5%	+65,5%
<b>Effectifs (E)</b>	39 963	+10,2%	+53,4%
<b>Etablissements (N)</b>	3 835	+8,7%	+65,8%
<b>SMPT (M/E)</b>	4 831	+2,3%	+29,8%

(1) en millions d'euros  
(2) comparateur sur une année glissante pour le masse salariale  
(3) nombre d'établissements de moins de 10 salariés  
(4) en euros  
Sources : Urssaf - Acofos

**Déclaration prétabliée à l'embauche (DPAE) sur l'année 2019**

	CDI	CDD	CDD courts
Programation informatique	15,8	3,0	0,5
Poids programmation informatique	81,7%	15,6%	2,7%
Poids du secteur privé	17,4%	10,1%	72,5%

— À propos des données...  
Les données proviennent des déclarations des employeurs du secteur privé. Elles sont non disséminées. Le champ de l'étude est défini par rapport à la définition de la nomenclature NAF : 62012 Programmation informatique. Il concerne les activités de développement, d'adaptation, de test et de prise en charge de logiciels mais exclut la conception de programmes sur la base des instructions des utilisateurs.

**AVERTISSEMENT** L'introduction depuis mars 2015 de la Déclaration sociale nominative (DSN), qui se substitue notamment au baromètre d'effectifs de cotisations, modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La mise en oeuvre progressive du nouveau dispositif, ainsi que le choix de traitement statistique des effectifs salariés associés, pourraient conduire à des variations plus importantes durant la phase de montée en charge.

Contact : (01) 49 49 49 49 | contact@urssaf.fr

## Le baromètre sectoriel

Ce baromètre traite d'un domaine en fonction de l'actualité : le commerce de voiture, supermarchés et hypermarchés, l'assurance, etc.





## CONTACTS

L'observatoire statistique  
de l'Ile-de-France est à votre  
disposition sur simple demande  
auprès du département  
Communication

## PAR COURRIER

Urssaf Ile-de-France  
93518 Montreuil Cedex

## PAR COURRIEL

*contact.presse.idf@urssaf.fr*  
*stats.idf@urssaf.fr*